

# AFRIQUE

## **Burkina Faso : les groupes terroristes semblent collaborer pour s'emparer du Burkina ; les présidents africains et Guterres tirent la sonnette d'alarme**

*3 octobre 2019*

### Rappel du contexte

Le Burkina Faso, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, est pris depuis quatre ans et demi dans une spirale de violences, attribuées à des groupes armés jihadistes.

Depuis début 2015, les attaques jihadistes, de plus en plus fréquentes et meurtrières, surtout dans le nord et l'est, ont fait plus de 585 morts, selon un comptage de l'AFP.

Les attaques contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité se multiplient, malgré des opérations dans différentes régions.

Ouagadougou, la capitale, a été touchée à trois reprises par des attentats.

La sécurisation de l'arsenal des forces armées est devenue un véritable enjeu.

Car les bases militaires, gendarmeries, postes de police sont de plus en plus la cible d'attaques qui permettent aux assaillants de voler du matériel.

Depuis plusieurs mois, le nord du Burkina et le centre du Mali subissent des attaques djihadistes.

Des analystes pensent que plusieurs groupes terroristes seraient à la manœuvre dans ces récentes attaques. Et posent la question de leur possible collaboration.

Les 5 pays luttant contre les djihadistes sont les suivants : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Mais cette Force conjointe du G5 Sahel manque de soutien.

Et la menace touche maintenant plusieurs autres régions du pays, dont les régions de l'est et de l'ouest.

L'armée burkinabè, qui subit de lourdes pertes, semble incapable d'enrayer les attaques.

Les soldats français de l'opération Barkhane, qui luttent contre les jihadistes (4.500 hommes), interviennent de plus en plus fréquemment dans le nord du Burkina.

### Crise humanitaire

Ces attaques ont créé une crise humanitaire avec près de 300.000 déplacés qui ont fui le nord et l'est pour se réfugier plus au sud où la pression jihadiste est moins forte.

Les attaques ont aussi attisé les violences intercommunautaires.

Environ 2.000 écoles sont fermées.

### Mesures de soutien pour Zimtanga après les attaques

Après les récentes attaques à Zimtanga dans le centre nord du pays, et les déplacements massifs de populations (20 000 personnes), le gouvernement burkinabè annonce des mesures humanitaires pour les déplacés. Le président Kaboré a demandé aux forces de défense de tout faire pour sécuriser les localités concernées.

Aucun chiffre officiel n'est disponible pour le moment sur le nombre de victimes des récentes attaques. La situation est très difficile sur place. Le président demande aux forces de défense et de sécurité de prendre des mesures nécessaires afin de permettre aux populations de regagner leurs villages.

### La police en colère demande l'intégration de la police dans les forces de lutte contre le terrorisme

Au Burkina Faso, le syndicat des fonctionnaires de police est en colère et demande l'intégration de la police dans les forces de lutte contre le terrorisme, conformément aux recommandations du G5 Sahel. Les responsables syndicaux exigent aussi une augmentation de la puissance de feu de la police, sinon les agents se sentiraient obligés d'abandonner certaines positions.

Les policiers sont très mécontents de leur situation face aux menaces terroristes, surtout dans la région du Sahel. Ils se disent victimes du comportement de certains responsables militaires qu'ils accusent de détenir des armes destinées aux unités d'élite de la police dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

## **Mali : les djihadistes ont infligé une lourde défaite à l'armée ; crise humanitaire massive**

*4 octobre 2019*

Au Mali les violences jihadistes se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts.

De larges pans du territoire échappent au contrôle du pouvoir central malien.

Lundi et mardi, l'armée malienne a subi une lourde défaite dans le centre, près de la frontière avec le Burkina Faso, à Boulkessi. Les autorités ayant d'abord minoré l'échec, le nouveau bilan évoque la mort de 38 soldats suite à l'attaque de deux camps par des jihadistes.

Le Mali a entamé 3 jours de deuil national.

Les forces maliennes ont ensuite repris les camps avec l'appui de la force antijihadiste française Barkhane. Quinze jihadistes ont été tués, selon le gouvernement malien.

Mais les doutes sont encore renforcés quant à la capacité du gouvernement à faire face à la situation, malgré l'appui de missions armées française, africaine (le G5 Sahel) et onusienne. La dégradation va de pair avec une sévère crise humanitaire (4 millions de personnes), près de 170.000 personnes déplacées et 1/5<sup>e</sup> de la population ayant besoin d'une aide humanitaire.

L'impuissance face à la propagation des violences au Mali et au Sahel faisait dire il y a une semaine au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, que la communauté internationale

était "en train de perdre du terrain face à la violence et au terrorisme". "Le nombre de morts civiles entre 2012 et 2018 a été multiplié par quatre" dans les pays du G5 Sahel.

Source : AFP

## **Mali : malgré l'insécurité, des enfants retournent sur les bancs de l'école, mais 2 millions encore privés d'école**

*1<sup>er</sup> octobre 2019*

En Afrique de l'Ouest et centrale, les fermetures d'écoles ont triplé depuis 2017. Plus d'1,9 million d'enfants ont été chassés de leur école en raison d'une flambée d'attaques et de menaces de violence contre les écoles publiques, les élèves et les enseignants dans toute la région.

En juin 2019, 9.272 écoles étaient fermées ou n'étaient plus opérationnelles au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Nigeria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Tchad en raison de l'insécurité.

Cependant, près de 3 millions et demi d'enfants sont attendus sur les bancs de l'école au Mali. Mais cette rentrée reste compliquée dans le nord et le centre du pays où l'insécurité et les conflits communautaires font rage.

Près de 900 écoles sont aujourd'hui fermées selon le ministère de l'Éducation.

Et malgré les efforts, l'Unicef estime que 2 millions d'enfants maliens sont toujours privés d'école. Mais l'insécurité n'est pas la seule cause de la déscolarisation au Mali.

Le mariage d'enfants rime avec l'abandon scolaire. On peut aussi citer les problématiques autour du travail des enfants et la pauvreté des ménages...

Sources : ONU, RFI

## **Afrique de l'Ouest : un plan à 1 milliard de dollars contre le djihadisme**

*14 septembre 2019*

Face aux attaques djihadistes, force est de constater que la force multinationale (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad) qui devait comprendre 5.000 hommes, l'opération Barkhane (4.500 militaires), et la Minusma (Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation pour le Mali, 13.000 hommes) n'arrivent pas à faire front.

Mi-septembre, les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont donc décidé d'un plan d'un milliard de dollars sur quatre ans pour éviter notamment que les jihadistes étendent leurs attaques aux pays situés plus au sud.

Et le président nigérien Mahamadou Issoufou, président en exercice de la Cédéao, demande la création d'une force internationale pour lutter contre les groupes jihadistes au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Dès l'ouverture du sommet, le président de la commission de la Cédéao, Jean-Claude Brou, a planté le décor : "2.200 attaques ces quatre dernières années, 11.500 morts, des milliers de

blessés", "des millions de déplacés", une "activité économique considérablement affectée", des "conflits intercommunautaires exacerbés" au Sahel et une menace qui s'étend au Sud.

Le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré a souligné que "les menaces transcendent les frontières". "Aucun pays n'est à l'abri", rappelant que "l'escalade de la violence a déclenché une crise humanitaire sans précédent" au Sahel et que "des écoles et infrastructures de santé (ont été) fermées et des symboles de l'Etat détruits" dans son pays.

La Cédéao réclame aux Nations Unies "un mandat plus offensif de la Minusma".

Elle va aussi solliciter la Banque mondiale et le FMI pour que les dépenses sécuritaires soient "considérés comme des investissements" et solliciter les bailleurs de fonds occidentaux et arabes pour mieux lutter contre le jihadisme.

Sources : RFI, AFP

## **Nigeria : découverte d'une nouvelle usine à bébés**

*3 octobre 2019*

Le phénomène des « babies factories » (usines à bébés) est bien ancré dans la société nigériane. Des managers aux rabatteurs en passant par des mères productrices de bébés, c'est tout un travail à la chaîne.

Des filles ou fillettes sont coptées contre la promesse d'un emploi comme domestique. Internées dans des endroits très secrets, on leur assigne une tâche précise : tomber enceintes puis donner naissance à des enfants qui sont vendus.

L'activité est tellement fructueuse que des études estiment que près de dix nourrissons sont vendus par jour au Nigeria. Le baby factory est aussi considéré comme une importante activité criminelle aux côtés du trafic de drogue et des fraudes financières.

La police de Lagos, la plus grande ville du Nigeria, a annoncé mercredi avoir découvert une nouvelle usine à bébés.

Les commanditaires et les organisateurs de cette filière de vente de bébés seraient activement recherchés selon la police.

Cette annonce intervient quelques jours après que la police eut déclaré avoir sauvé 19 femmes enceintes d'établissements similaires dans un autre quartier de la ville.

Comme l'ensemble du pays, la capitale économique compte une majorité de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour.

Ces réseaux sont bien implantés localement, et ont des ramifications à l'extérieur du pays.

Source : RFI

## **Nigeria : la maison de l'horreur" sort de l'ombre les écoles coraniques**

*2 octobre 2019*

Les écoles islamiques privées sont très répandues dans le nord du Nigeria, principalement musulman, où la pauvreté est très élevée et où les services publics sont souvent absents. Les autorités estiment à plus de neuf millions le nombre d'élèves présents dans ces établissements.

Les récentes révélations de torture et de viols à l'encontre de jeunes dans une école coranique de Kaduna, dans le nord du Nigeria, ont mis sous les feux de l'actualité ce réseau d'instituts islamiques échappant à tout contrôle. La police de Kaduna a découvert plus de 300 jeunes enfermés et enchaînés dans ce que les médias appellent désormais "la maison de l'horreur".

Des étudiants ont été découverts enchaînés à des barres de fer, mains et pieds menottés, leur corps portant ecchymoses et cicatrices, tandis que d'autres ont assuré avoir été victimes de viols. Mohammed Sabo Keana, chef de l'ONG Almajiri Child Rights Initiative, a déclaré à l'AFP : "Il s'agit d'un exemple clair de ce que vivent beaucoup d'enfants."

La présidence n'annonce cependant aucune mesure visant à interdire ces écoles hors de contrôle. Les défenseurs du système affirment qu'il offre aux familles pauvres des services que l'État nigérian n'est malheureusement pas en mesure de fournir. Des millions d'enfants dans le pays n'ont ainsi pas accès à l'éducation alors que l'école primaire est en principe gratuite.

Source : AFP

## **Nigeria : un humanitaire d'Action contre la faim exécuté par des jihadistes ; Action contre la faim accusée d'aider les djihadistes**

*25 septembre 2019*

En raison des djihadistes, on compte 200 000 déplacés dans le nord-est du Nigeria. L'ONG française Action contre la faim a annoncé qu'un de ses salariés avait été exécuté par un groupe jihadiste dans le nord-est du pays. De nationalité nigériane, celui-ci avait été enlevé en juillet dernier avec 5 autres personnes toujours retenues otages.

Le coordonnateur humanitaire des Nations unies au Nigeria se dit consterné par la nouvelle et préoccupé par le contexte de plus en plus dangereux dans lequel opèrent les organisations humanitaires, prises en étau entre les groupes armés et l'armée régulière.

Une semaine plus tôt, l'armée nigériane a fermé les bureaux d'Action contre la faim dans la région. Elle l'a accusé d'avoir aidé les djihadistes en leur fournissant médicaments et nourriture. Celle-ci accuse régulièrement les ONG de distribuer des aliments et des médicaments, qui tombent ensuite dans les mains des combattants islamistes.

Source : RFI

## **Mauritanie : les autorités veulent mieux contrôler les écoles coraniques**

*23 septembre 2019*

En Mauritanie, le gouvernement ouvrira prochainement des centres d'accueil pour la prise en charge et formation des talibés, les élèves des écoles coraniques. Les autorités vont désormais avoir un droit de regard sur ces écoles et vont mettre fin au phénomène de la mendicité des enfants talibés.

Cette nouvelle approche, qui intègre l'éducation des talibés dans l'enseignement public, est saluée par les organisations de la société civile qui ont souvent alerté sur les conditions de précarité des élèves des écoles coraniques.

Source : RFI

## **Tchad : une étude détaille les méthodes de recrutement de Boko Haram**

*23 septembre 2019*

Le document met aussi en cause le désengagement de l'État dans le Lac Tchad, créant ainsi un vivier propice au développement de la secte terroriste. Une enquête qui paraît alors que la région est le théâtre d'une recrudescence des attaques attribuées à Boko Haram depuis juin 2018.

La terreur, les prêches, la propagande... Ce sont autant de techniques de recrutements détaillées dans cette étude réalisée par trois chercheurs associés au Centre pour le développement et la prévention de l'extrémisme.

Explications par son président, Ahmat Yacoub Dabio. « L'allocation piégée est une technique : ils viennent voir un père de famille, ils lui proposent un crédit d'investissement. Après, ils reviennent pour revendiquer l'argent, et s'il ne l'a pas, il doit mettre à disposition un, deux ou trois enfants pour qu'ils soient combattants. »

Pour les trois chercheurs, la présentation de l'enquête doit amener le gouvernement à aller au-delà de la réponse militaire et mettre aussi en place une politique de prévention comme la construction d'écoles autour du lac Tchad.

Source : RFI

## **La lutte contre les criquets au Sahel, cruciale en pleine campagne agricole**

*3 octobre 2019*

Une réunion sur les mécanismes de détections des criquets pèlerins dans le Sahel et le Maghreb se tient à Nouakchott, capitale de la Mauritanie. Les spécialistes se retrouvent au moment où les agriculteurs sahéliens sont en pleine campagne agricole.

La Mauritanie, le Niger et le Tchad font partie des pays les plus exposés à la menace.

Source : RFI

## **Océans et changement climatique : nombreux problèmes à venir pour les pays côtiers d'Afrique**

*25 septembre 2019*

Selon le dernier rapport du Groupement international des experts sur le climat (Giec), la pollution abîme les mers et les océans.

L'acidification des océans va entraîner une baisse de la nourriture des poissons, le phytoplancton, dans les eaux tropicales.

Conséquence pour les pays côtiers d'Afrique, les poissons seront moins nombreux et chercheront des conditions plus favorables en migrant vers le nord, ce qui posera problème aux pêcheurs et à tous ceux qui se nourrissent de poissons.

Il faut ajouter à ces problèmes l'élévation du niveau de la mer, qui rend les nappes phréatiques inutilisables pour l'irrigation, car l'eau devient salée. Des zones entières vont devenir inhabitables. Le changement climatique entraîne aussi une augmentation des vagues de chaleur en mer, donc des catastrophes comme les cyclones et les ouragans.

Source : RFI

## **Tunisie : la détention de Karoui "entache" l'image du pays, dit le président par intérim**

*4 octobre 2019*

La détention de Nabil Karoui, qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle, "entache la crédibilité des élections et l'image de la Tunisie", a déclaré vendredi le président par intérim, Mohamed Ennaceur. "Nous allons continuer de demander aux autorités de trouver une solution respectueuse du processus judiciaire pour sortir de cette situation inhabituelle et étrange".

L'homme d'affaires Nabil Karoui, qui possède notamment la chaîne de télévision Nesma, est incarcéré depuis le 23 août dernier des faits présumés d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent. Il s'est fait connaître quand sa chaîne de télévision a défendu les partis laïques contre les islamistes d'Ennahda avant les élections législatives de 2014 et contribué à leur victoire.

Source : Reuters

## **Manifestation massive à Alger contre la présidentielle voulue par l'armée**

*4 octobre 2019*

Une foule massive a défilé vendredi à Alger contre la présidentielle de décembre exigée par l'armée et qui ne vise selon les manifestants qu'à maintenir au pouvoir un "système" dont ils réclament depuis sept mois la disparition.

Les manifestants ont bravé le fort déploiement policier et les mises en garde de l'armée.

Lors de ce 33<sup>e</sup> vendredi consécutif de manifestations, les slogans ont visé expressément l'armée et son chef d'état-major, véritable homme fort du pays face à un président par intérim, Abdelkader Bensalah, largement invisible.

Source : AFP

## **Au Maroc, l'avortement est toujours puni par de la prison**

*30 septembre 2019*

Scandale au Maroc, à l'international et auprès des ONG, une journaliste marocaine, Hajar Raissouni, 28 ans, a été condamnée à un an de prison ferme pour "avortement illégal" et "relations sexuelles hors mariage" par le tribunal de Rabat.

Son gynécologue a écopé de deux ans de prison ferme et son fiancé d'un an ferme. Un anesthésiste octogénaire a été condamné à un an de prison avec sursis et une secrétaire à huit mois avec sursis, selon un journaliste de l'AFP.

Le code pénal marocain sanctionne les relations sexuelles hors mariage et l'avortement quand la vie de la mère n'est pas en danger.

En guide de soutien, des centaines de femmes se sont déclarées dans un manifeste "hors-la-loi", proclamant avoir déjà violé la législation "obsolète" du pays.

En 2018, la justice marocaine a poursuivi 14.503 personnes pour débauche, 3.048 pour adultère, 170 pour homosexualité et 73 pour avortements, selon les chiffres officiels. Entre 600 et 800 avortements clandestins seraient pratiqués chaque jour au Maroc.

Source : AFP

## **Libye : la situation est bloquée**

*29 septembre 2019*

### Rappel du contexte

Depuis la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kadhafi après une révolte, la Libye est plongée dans le chaos avec de nombreuses milices qui font la loi et une lutte de pouvoir depuis 2016 entre le GNA (gouvernement légitime) et M. Haftar, à la tête d'une Armée nationale libyenne (ALN) autoproclamée.

Khalifa Haftar, rebelle soutenu par l'alliance constituée des USA – Arabie Saoudite – Emirats Arabes Unis, mène une offensive depuis le 4 avril contre le gouvernement installé par l'ONU et reconnu par la communauté internationale.

Le gouvernement légitime est soutenu par l'alliance adverse : Turquie – Frères musulmans. Le Maréchal Haftar se pose en champion de la lutte contre les jihadistes, mais son offensive sur Tripoli est toujours mise en échec par les forces de son rival, le Premier ministre Fayez al-Sarraj, soutenu par des milices islamistes.

De nombreux pays violent l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à ce pays depuis 2011. Cette bataille a déjà fait plus de 1.000 morts et forcé 120.000 personnes à quitter leurs foyers, selon l'ONU.



## Dans le ciel libyen, bataille entre drones turcs et émiratis

Si les combats se poursuivent au sol, au sud de Tripoli, une autre bataille fait rage depuis quelques mois dans le ciel entre drones turcs et émiratis, sans pour autant changer l'équilibre des forces, selon des analystes.

La Turquie approvisionne le GNA en drones, tandis que les Emirats approvisionnent Haftar.

Source : AFP

## **Soudan : le Premier ministre s'attaque à l'influence des Frères musulmans dans les universités**

*4 octobre 2019*

Le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a démis de leurs fonctions, jeudi, 35 directeurs et présidents de conseils administratifs dans les universités publiques.

C'est une guerre que le Premier ministre engage contre le pouvoir des Frères musulmans, selon des sources proches du gouvernement. Première cible : l'enseignement supérieur.

Ces responsables ont été rapidement remplacés par des personnes désignées par le Premier ministre en personne. Et c'est désormais une femme qui dirige l'université de Khartoum.

Cette mesure a été largement saluée sur les réseaux sociaux.

Pour certains observateurs, c'est un prélude pour récupérer le prestige des universités soudanaises et pour éviter l'islamisation de l'enseignement supérieur.

De nombreux Soudanais souhaitent que cette purge soit élargie à d'autres secteurs publics, toujours contrôlés par les Frères musulmans.

Source : RFI

## **Soudan : la France apporte son soutien financier au gouvernement de transition**

*1<sup>er</sup> octobre 2019*

Suivant le conseil de l'ONU, qui demande à la communauté internationale de soutenir l'expérience démocratique au Soudan, le président français Emmanuel Macron a annoncé le 30 septembre, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre soudanais Abdalla Hamdok à Paris, « un soutien inconditionnel à la transition démocratique ».

La France va débloquer une aide 60 millions d'euros, dont 15 millions qui seront disponibles très rapidement. Pour le chef de l'État français, il est nécessaire que la révolution soudanaise soit un succès, et pour cela, il faut relancer l'économie. La crise économique a été en effet le déclencheur de cette révolution en décembre dernier.

Le président français a également annoncé la tenue d'une conférence internationale des bailleurs de fond qui se tiendra à Paris. Il n'a pas encore de date. Cela va dépendre de la levée des sanctions contre Khartoum. La France s'est engagée à continuer de plaider auprès des États-Unis pour que le Soudan soit retiré de cette liste des États soutenant le terrorisme.

Pour le Premier ministre soudanais, la paix est la priorité. Il a également confirmé avoir rencontré dimanche le chef d'un des principaux groupes rebelles du Darfour, qui vit à Paris. Il affirme d'ailleurs être prêt à rencontrer tout le monde pour faire la paix. « Nous sommes convaincus que les mouvements armés forment une partie essentielle de ce changement.

Source : RFI

## **Le Soudan va mieux, même si 8 millions de personnes ont besoin d'aide**

*1<sup>er</sup> octobre 2019*

Après une série de grèves et de manifestations, le dirigeant soudanais Omar el-Béchir a été renversé en avril 2019. En juillet, un accord entre les militaires et les groupes d'opposition, consistant à partager le pouvoir pendant trois ans, puis à organiser des élections pour un retour à un gouvernement civil à part entière, a suscité l'espoir d'un transfert pacifique du pouvoir.

Selon le Secrétaire général de l'ONU, la communauté internationale a un rôle essentiel à jouer et une énorme responsabilité, alors que le Soudan a une importance énorme pour la stabilité et la prospérité de la région.

Il a demandé à la communauté internationale plusieurs choses : la suppression immédiate de la désignation du Soudan en tant qu'État soutenant le terrorisme ; la levée de toutes les sanctions économiques ; et la mobilisation d'un soutien financier massif pour le développement.

Le Soudan doit aussi résoudre les causes profondes des conflits et faire la paix, notamment au Darfour, dans le Nil Bleu et dans le Kordofan méridional.

Il faut aussi continuer à couvrir les besoins humanitaires dans le pays, où plus de 8 millions de personnes ont besoin d'aide, alors que la reprise économique prendra du temps.

Source : ONU

## **Darfour : l'ONU envisage de reprendre la réduction progressive de la MINUAD**

*26 août 2019*

Alors que la crise politique au Soudan est en voie d'apaisement, le chef des opérations de paix des Nations Unies a déclaré que la réduction progressive des effectifs de la Mission des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD), qui avait été suspendue en juin, pourrait éventuellement reprendre dans quelques mois.

Il a félicité les parties d'avoir abouti à un gouvernement de coalition civilo-militaire. « C'est une occasion de mettre définitivement un terme au conflit au Darfour ». Il a précisé qu'au Darfour, la situation reste en grande partie inchangée, avec des affrontements intermittents dans le Djebel Marra et des tensions intercommunautaires, surtout agriculteurs / éleveurs.

Source : ONU

## **Le Soudan ferme ses frontières avec la Centrafrique et la Libye**

*27 septembre 2019*

Le Soudan a ordonné la fermeture de ses frontières avec la Centrafrique et la Libye, en raison de dangers économiques et sécuritaires. Les frontières de la région sont poreuses et servent depuis longtemps aux trafics de marchandises, de drogue, d'êtres humains ainsi qu'à l'immigration illégale.

Les fermetures de frontières ne sont pas rares dans cette région utilisée par les criminels, trafiquants et passeurs en tout genre. De nombreuses armes et mouvement rebelles transitent par là. Mais c'est la première fois que Khartoum prend une telle décision depuis la chute du président Omar el-Béchir en avril dernier.

Pour certains, Khartoum pourrait ainsi vouloir empêcher des rebelles darfouris d'aller s'entraîner ou s'équiper dans les pays voisins. Certains ont même dans le passé rejoint des mouvements étrangers, comme celui du maréchal libyen Khalifa Haftar.

Source : RFI

## **Centrafrique : le président souligne des progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix et demande la levée totale de l'embargo sur les armes**

*26 septembre 2019*

A la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra, a souligné les progrès « modestes mais sûrs » dans la mise en œuvre de l'accord de paix signé avec 14 groupes armés le 6 février dernier.

Il a toutefois reconnu qu'il restait beaucoup à faire, alors que la situation de son pays « demeure fragile malgré quelques avancées réelles ».

« Les groupes armés continuent à s'approvisionner en matériels de guerre et en munitions par des voies illicites ».

« Mais, comme vous le savez, les forces légales et légitimes de la RCA sont les seules à être frappées d'embargo, privant ainsi l'Etat des moyens de remplir sa mission de protection des citoyens et du territoire ».

Le Président s'est félicité de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'alléger l'embargo sur les armes en faveur des forces de défense et de sécurité mais il a réclamé à « une levée totale de cet embargo pour permettre à l'Etat d'étendre son autorité sur l'ensemble du territoire national ».

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a estimé que les partenaires internationaux de ce pays devaient faire « beaucoup plus » pour garantir une stabilité et une paix durable.

M. Guterres s'est dit préoccupé par les violations continues des dispositions de l'accord sur la cessation des hostilités.

Il a répété l'importance de la lutte contre l'impunité, et de répondre aux besoins humanitaires et de développement de la population.

Il a regretté qu'il manque la moitié des 430 millions de dollars requis.

Source : ONU

## **Près de 3 millions de Centrafricains ont besoin d'aide, l'ONU appelle à financer la réponse humanitaire**

*4 septembre 2019*

Il s'agit de répondre aux besoins de 2,9 millions de Centrafricains. De nombreuses personnes ont dû fuir la violence et manquent de tout. De plus, femmes et jeunes filles sont couramment victimes de violences sexuelles.

Le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire et de protection est passé de 2,5 millions à 2,9 millions cette année. Actuellement, des humanitaires fournissent une assistance vitale à plus de 750.000 personnes chaque mois. Mais la RCA est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les humanitaires.

Selon l'ONU, alors que le conflit perdure, l'assistance reste une bouée de sauvetage essentielle pour les nombreuses communautés affectées. Le Plan de réponse humanitaire de la RCA pour 2019 requiert 430 millions de dollars, mais il est pour le moment financé à moins de 50%.

Source : ONU

## **République Démocratique du Congo : des progrès, mais le président affirme que son pays a encore besoin de la MONUSCO ; la lutte contre Ebola continue**

*26 septembre 2019*

Le Président de la RDC, Félix Tshisekedi, a affirmé que son pays avait encore besoin de la MONUSCO, mais qu'il fallait que la Mission des Nations Unies ne soit pas pléthorique et qu'elle soit dotée d'un mandat adapté.

« Je note une convergence de vues avec le Secrétaire général quant à l'urgente nécessité de réadapter la configuration de la MONUSCO à l'évolution de la situation sur le terrain, en concentrant davantage les efforts sur les capacités d'intervention opérationnelle des forces onusiennes aux côtés des forces armées de la RDC ».

Le Président a souligné que le plus grand défi est celui de la paix, de la sécurité et de la stabilité. Dans cette perspective, il a proposé en juillet au 39<sup>e</sup> sommet de la Communauté de développement d'Afrique australe une organisation réunissant 16 pays, la création d'une coalition régionale pour éradiquer le fléau de l'insécurité créé par les groupes armés.

M. Tshisekedi a rappelé qu'à l'est de la RDC les forces de sécurité congolaises se battent au quotidien avec le concours de la MONUSCO contre des groupes armés. Dont Daech. Récemment encore des groupes armés ont tué des dizaines de civils, en raison de conflits ethniques.

Ces vagues successives de violence ont entraîné des déplacements massifs. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), au moins 230.000 personnes ont été déplacées en Ituri depuis juin, et plus de 20.000 autres ont été déplacées au Sud-Kivu.

S'agissant de l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC, le Président congolais a déclaré que la nouvelle stratégie de riposte commençait à produire ses effets, notamment dans la ville de Goma. Il a salué la solidarité des Nations Unies et de l'Union africaine dans la lutte.

La République démocratique du Congo va recourir à un deuxième vaccin anti-Ebola dès la mi-octobre, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé (OMS), accusée par Médecins sans frontières de "rationner" le vaccin des laboratoires Merck, le seul utilisé à ce jour contre l'épidémie qui a déjà fait plus de 2.100 morts.

Cela alors que la lutte contre la propagation épidémie est gênée par les conflits dans l'est du pays, ainsi que par les attaques contre les équipes médicales. Interrogée par l'AFP, l'OMS a démenti toute limitation de l'accès au vaccin, qui a été administré à plus de 223.000 individus.

Quant au développement de son pays, le Président congolais s'est dit convaincu que la RDC devait jouer la carte de l'intégration africaine et que c'est pour cette raison que son gouvernement soutient le projet de Zone de libre-échange continentale.

« C'est dans cette vision que la RDC entend accélérer la mise en œuvre d'un programme de développement d'infrastructures à la hauteur de son immense superficie de 2,3 millions de kilomètres carrés, afin de relier le pays d'ouest en est et du nord au sud, de faciliter le transit des biens et des personnes et de libérer le potentiel agricole de nos provinces ».

Il a rappelé que la RDC détient environ 70% des réserves mondiales des métaux stratégiques indispensables pour réaliser la transition énergétique et numérique qui s'impose à l'humanité. « Le monde a soif de cobalt, de coltan, de lithium. Nous voulons des emplois industriels, de la formation et du développement ».

Source : ONU

## **Soudan du Sud : risques de tensions à l'approche du retour de Riek Machar ; la grave crise humanitaire se poursuit**

*4 octobre 2019*

La tension monte peu à peu au Soudan du Sud à mesure que l'échéance du 12 novembre approche. Ce jour-là, le chef rebelle Riek Machar est censé rentrer à Juba pour occuper le poste de premier vice-président, avant la formation d'un gouvernement d'union nationale.

La dernière fois que Riek Machar était rentré définitivement au pays, c'était en 2016. Mais la guerre avait repris peu après. Or il devait rentrer en mai. Un délai de six mois a été accordé. Malgré tout, rien ne semble prêt.

Plus d'un an après la signature de l'accord de paix, son application accuse un retard chronique. Deux points sont particulièrement sensibles : la sécurité entourant le retour du chef rebelle et

les divisions administratives du pays, le président Kiir étant accusé de vouloir favoriser son ethnie, les Dinkas.

Les deux camps recommencent à s'accuser, et ils ont en même temps repris le recrutement d'hommes armés. Une délégation du Conseil de sécurité doit arriver à Juba à la fin du mois. Riek Machar devrait faire partie du voyage. Pour certains, l'échec de son retour en novembre pourrait relancer la guerre.

Le Soudan du Sud représente la plus grande crise de réfugiés en Afrique, avec près de 2 millions de déplacés internes et plus de 2 millions de Sud-Soudanais réfugiés en Ouganda, Éthiopie, Kenya, République centrafricaine et République démocratique du Congo.

Et plus de la moitié des 6,35 millions de Sud-Soudanais sont toujours confrontés à une grave insécurité alimentaire, même si les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

Un progrès toutefois, dans le pays il faut noter le maintien du cessez-le-feu permanent dans la plupart du pays. Malgré la réduction des violences, les obstacles administratifs aux livraisons humanitaires demeurent malheureusement encore trop fréquents.

D'autre part, si des progrès ont été accomplis, il faut noter que les violences sexuelles se poursuivent à des niveaux élevés, avec une forte impunité, pendant que des enfants continuent d'être recrutés de force comme soldats, notamment par l'opposition.

Sources : RFI, ONU

## **En Guinée, HRW dénonce le non-respect du droit de manifestation**

*4 octobre 2019*

L'organisation Human Rights Watch dénonce la répression du droit à manifester en Guinée. Depuis plus d'un an, le gouvernement interdit de fait les manifestations de rue. Le président Condé a demandé à son Premier ministre de faire des consultations sur une nouvelle Constitution.

Or, plusieurs groupes de l'opposition ne soutiennent ni l'idée d'une nouvelle Constitution ni l'idée d'un troisième mandat.

Il y a donc une forte contestation politique en Guinée, mais toutes les manifestations planifiées depuis juillet 2018 ont été interdites par les autorités.

Source : RFI

## **Burundi : les graves violations des droits de l'Homme persistent dans une impunité générale**

*4 octobre 2019*

La Commission d'enquête sur le Burundi a dénoncé la poursuite « des violations graves des droits de l'homme » dans ce pays d'Afrique de l'Est.

Exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, arrestations et détentions arbitraires, actes de torture, violences sexuelles...

En première ligne, sont ciblés des membres et des sympathisants - supposés ou avérés - de partis politiques d'opposition, mais aussi des « jeunes hommes, souvent accusés d'appartenir ou de soutenir des groupes armés d'opposition après avoir effectué un séjour ou un déplacement dans un pays voisin.

Toute personne qui ne montre pas son soutien au parti au pouvoir peut être ciblée. Après quatre années de crise, l'impunité est générale, le tout sur fond d'instabilité économique.

Plus de 340.000 Burundais sont réfugiés dans les pays limitrophes.

La Tanzanie accueille 225 000 réfugiés burundais.

Un millier de Burundais continue de fuir chaque mois leur pays, selon le HCR.

2020 sera une année cruciale pour le Burundi. Des élections présidentielle et législatives doivent être organisées dès le mois de mai et des élections sénatoriales et communales sont prévues entre mai et août 2020.

Sources : RFI, ONU

## **Mozambique : les djihadistes font régner la terreur dans le nord**

*3 septembre 2019*

Dans l'extrême-nord du Mozambique, près de la frontière avec la Tanzanie, un groupe d'islamistes sème la terreur depuis 2 ans, brûle les villages, les récoltes, tue des gens...

De nombreuses personnes choisissent l'exode.

Malgré le déploiement de l'armée, le gouvernement est accusé de passivité, et la police est inquiète.

Au moins 300 civils ont été assassinés, souvent décapités, des dizaines de villages rayés de la carte et des milliers de déplacés.

De ce groupe désigné sous le nom de "Al-Shabab" (les jeunes, en arabe), on sait qu'il était composé à l'origine de jeunes de la région, adeptes d'un islam intégriste, formés dans des écoles coraniques de Tanzanie ou de Somalie.

"Certains de ceux qui ont été arrêtés ont dit qu'ils ont été payés pour attaquer (...) ils n'ont aucune conviction", constate Eliane Costa Santana, une missionnaire catholique brésilienne installée à Mocimboa da Praia.

Source : AFP

## **Mozambique : la Renamo a signé un accord de paix historique**

*6 août 2019*

La Renamo, ancienne rébellion devenue le principal parti d'opposition au Mozambique, a signé un traité de paix définitif avec le gouvernement de Maputo, 27 ans après la fin de la première guerre civile.

Il s'agit de la troisième tentative pour conclure une paix définitive, la Renamo n'ayant jamais totalement désarmé et ayant maintenu une partie de ses combattants dans les montagnes du centre. Le parti accusait le gouvernement de ne pas respecter ses engagements.

Quelque 5.200 membres de la Renamo doivent remettre leurs armes au gouvernement. Certains d'entre eux doivent intégrer l'armée et la police nationale, d'autres être réinsérés dans la vie civile grâce à une aide financière.

Source : AFP

## **Éthiopie : l'inquiétude des chrétiens face à la multiplication des attaques**

*28 septembre 2019*

Les chrétiens éthiopiens disent être victimes d'attaques.

Selon un militant d'une association de la diaspora américano-éthiopienne, une trentaine d'églises orthodoxes ont été brûlées depuis juillet 2018.

Des prêtres et des civils ont été tués et des personnes déplacées de force. Ces actes ont eu lieu dans différents endroits du pays et ont fait grimper le sentiment d'insécurité des chrétiens orthodoxes.

Ces dernières semaines, des marées humaines ont défilé dans les grandes villes de la région amhara pour demander au gouvernement fédéral de protéger les lieux de culte et de punir les coupables de violences, sur lesquels on dispose de peu d'éléments.

Source : RFI

## **L'Éthiopie affirme avoir planté 353 millions d'arbres en une journée**

*30 juillet 2019*

353 millions de jeunes pousses d'arbres plantés en une journée : c'est la performance revendiquée par l'Éthiopie le lundi 29 juillet.

L'ONU estime que la couverture forestière en Ethiopie est passée de 35% à 4% au cours du XXe siècle.

Certaines critiques évoquent une opération de communication alors que le pays traverse une crise. Plus que mettre un jeune arbre en terre, un conseiller du Premier ministre explique qu'il s'agissait aussi de montrer l'unité du pays, sa capacité à se mobiliser autour d'une cause, sans distinctions politiques ou communautaires.



Cette initiative doit permettre à l'Éthiopie de lutter contre le réchauffement climatique tout en économisant des dollars, ceux que le pays dépense pour importer du bois. Mais le suivi manque et beaucoup d'arbres meurent. Sur ce point, le gouvernement s'est engagé à ne pas répéter les erreurs passées.

Source : RFI

## **L'ambassade américaine en Somalie rouvre ses portes ; des civils continuent de mourir sous les frappes de drones US**

*4 octobre 2019*

Cette réouverture ce mercredi est un symbole fort, presque trois décennies après la fermeture en catastrophe de l'ambassade, située dans le secteur de l'aéroport international. « Une nouvelle étape vers le retour des relations entre la Somalie et les États-Unis », a déclaré Washington.

Aujourd'hui, les États-Unis sont les premiers donateurs en Somalie. Tout un symbole : ce mercredi, ils ont annoncé une nouvelle aide de 257 millions de dollars. Les Américains voient également la Somalie comme un site de plus en plus stratégique. Des bases informelles d'où sont lancées des opérations contre-terroristes ont été construites. Et elles ne cessent de grossir.

L'armée américaine a intensifié en 2019 ses attaques par drones en Somalie contre les shebab, affiliés à Al-Qaïda, et contre les membres du groupe État islamique (EI).

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont depuis perdu l'essentiel de leurs bastions, mais continuent à mener des opérations de guérilla et des attentats-suicides meurtriers.

Fin septembre, les shebab ont lancé 2 attaques contre des intérêts étrangers en Somalie. À Mogadiscio, une bombe a visé un convoi militaire italien. Dans le même temps, les terroristes ont mené une attaque contre une base américaine au nord-ouest de la capitale.

D'autre part, au sujet des attaques de drones US contre les shebab, Amnesty dénonce le « mépris » des États-Unis à l'égard des civils somaliens, les accusant une nouvelle fois d'avoir tué des civils. Ces bavures restent impunies.

Début 2017, le président Trump a signé un décret pour que de larges parties de la Somalie soient considérées comme des zones d'hostilité actives. Depuis lors, Africom vise tous les hommes armés circulant dans les zones contrôlées par les shebabs. C'est une manière très large de catégoriser les gens vivant dans ces régions.

Source : RFI

## **Les ânes menacés d'extinction au Kenya**

*29 juillet 2019*

Les ânes seraient en voie de disparition au Kenya. La faute à une législation plus souple, l'ouverture d'abattoirs et à une exportation frénétique vers le marché chinois.

La gélatine de peau d'âne, appelée Ejiao, est utilisée dans la médecine traditionnelle chinoise.

Si le pays compte encore environ un million d'ânes, leur déclin se fait de plus en plus sentir. Des habitants les importeraient d'Éthiopie. Et des Kényans se plaignent parce que leur animal s'est fait voler pour finir sur le marché chinois. Les communautés qui dépendent des ânes doivent s'attendre à de graves problèmes économiques dans le futur.

Source : RFI

## **Feux de brousse à Madagascar : le parc d'Ankarafantsika durement touché**

*3 octobre 2019*

Quelque 1 300 hectares de végétation ont été consumés par les flammes depuis le début de l'année dans cette aire protégée et très touristique, dont 250 hectares de forêt. En cause : la carbonisation non contrôlée du bois et la culture sur brûlis.

Les feux sont habituels à cette période de l'année. Mais cette fois année les patrouilles de gendarmes dans la zone ont été renforcées et 16 personnes à l'origine de plusieurs feux ont été arrêtées et placées sous mandat de dépôt depuis le mois de mai.

Pour tenter de régler ce problème, l'État mise aussi sur la création d'emplois dans cette région.

Source : RFI

## **Les jeunes malgaches se mobilisent pour promouvoir la « justice climatique**

**»**

*20 septembre 2019*

Madagascar est en passe d'être l'une des nations les plus touchées par les impacts du changement climatique. Sur place, la jeune génération s'organise pour promouvoir la « justice climatique », un concept encore balbutiant, qui a pour but de faire pression sur les gros pollueurs / destructeurs ainsi que sur le gouvernement pour que poursuites et sanctions soient appliquées.

Source : RFI

## **Madagascar : WWF alerte sur la disparition des mangroves**

*26 juillet 2019*

Les mangroves sont en danger : en 20 ans, 58 000 hectares ont disparu à Madagascar alerte le WWF.

Le constat est sans appel, les mangroves sont en déclin partout dans le pays.

Changement climatique, aquaculture, construction... Autant de facteurs qui expliquent le phénomène. Ces forêts de palétuviers, à l'interface de la terre et de la mer, sont bien souvent transformées en champ de canne ou rizière ; le bois des arbres utilisé pour faire du charbon.

Les mangroves constituent aussi un habitat pour les oiseaux, les geckos et les lémuriers.

Mais souligne le WWF, la plupart des zones où les forêts de mangroves sont gérées par des communautés locales se portent mieux dans l'ensemble du pays.

C'est ainsi que plus de 2 millions d'arbres de mangrove ont été plantés entre 2007 à 2017 et 50 000 ha ont pu être protégés.

Un peu moins de 20% des mangroves sont aujourd'hui protégées.

Par cette étude, le WWF espère susciter un engagement plus fort concernant la conservation.

Source : RFI

## **Madagascar : les marchés à bas prix sont de retour**

*30 septembre 2019*

À Madagascar, les inquiétudes des consommateurs grandissent face à la hausse des prix des produits de première nécessité et en particulier l'huile alimentaire dans les épicerie depuis trois semaines.

Pour venir en aide aux ménages les plus pauvres, les autorités ont décidé de mettre à disposition dans les mairies de l'huile, du riz et du sucre à bas prix.

L'ennui de cette mesure, c'est que les marchands auront moins de clients.

La ministre du Commerce doit aussi organiser dans les jours qui viennent une réunion avec les industriels et les importateurs pour établir des prix de références des produits de première nécessité.

Source : RFI

## **À Madagascar, les forces de l'ordre accusées d'extorquer des zébus aux éleveurs**

*28 septembre 2019*

Depuis sept mois à Madagascar, des milliers de militaires, gendarmes et policiers ont été déployés pour lutter contre l'insécurité en zone rurale. Or, l'ancien Premier ministre Roindefo Monja dénonce des exactions : il estime que les *dahalos*, les voleurs de zébus, ne sont plus les seuls à terroriser les éleveurs. C'est aussi le cas des forces de sécurité censées les protéger.

Source : RFI

## **Madagascar : un rapport de l'État pointe des détournements d'argent colossaux**

*25 juillet 2019*

Plus de huit milliards d'ariary, soit environ 2,3 millions d'euros de deniers et biens publics ont été détournés en 2017, conclut un rapport publié par la Direction générale du contrôle financier. Des détournements qui ont eu lieu dans 25 ministères.

Pas moins de 300 personnes sont impliquées dans ces détournements colossaux : fournisseurs, responsables de marchés publics, comptables mais aussi membres de cabinets et hauts fonctionnaires de l'État.

Les sommes détournées pourraient être plus importantes puisque l'institution n'a pu contrôler que 15% des dépenses publiques de 2017 faute de moyens. Un rapport rendu public qui a aussi pour but de dissuader les fonctionnaires actuels de détourner. Plusieurs dossiers sont déjà entre les mains du Bureau anti-corruption pour enquête.

Source : RFI

## **Afrique du Sud : plus de 60 000 animaux entassés vivants**

*30 septembre 2019*

Les défenseurs des animaux en Afrique du Sud se sont insurgés contre le transport en bateau de plus de 60 000 têtes de bétail vivantes à destination d'un abattoir au Koweït. Cela dans des conditions à leurs yeux de « souffrances inutiles et cruelles ».

Selon la société de protection des animaux NSPCA, qui s'est rendue à bord, les animaux « seront tellement serrés comme des sardines qu'ils ne pourront pas s'allonger ou se reposer » pendant les trois semaines du voyage avant d'être mis à mort selon le rite halal.

Pendant ce voyage, le bétail sera aussi exposé à des maladies et de fortes chaleurs et vivra dans ses propres excréments.

L'organisation a également procédé à deux inspections auprès d'une ferme sud-africaine où sont actuellement élevés, selon la NSPCA, des moutons destinés à la cargaison.

« Les moutons se battaient pour la nourriture, ils n'avaient pas d'abri (...) certains animaux semblaient mal nourris (...) certains étaient aveugles, boitaient et étaient couverts d'hématomes ».

Source : 20min.ch

## **En Afrique du Sud, un plan contre les violences faites aux femmes**

*24 septembre 2019*

Le fléau de la violence contre les femmes secoue l'Afrique du Sud, où 113 viols sont recensés chaque jour et où 30 femmes ont été tuées par leur conjoint seulement en août. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé un plan d'urgence.

Il y a été forcé car les manifestations féministes se sont succédées après le viol et le meurtre d'une étudiante de l'université du Cap.

En Afrique du Sud, 1 femme sur 5 est la cible d'agressions physiques ou sexuelles.

En 2018, 2 700 femmes sud-africaines sont tombées sous les coups de leur conjoint.

Sources : AFP, RFI

## **En Afrique du Sud, le charbon à perte de vue, à perte de poumon**

*22 septembre 2019*

La province du Mpumalanga, à 200 kilomètres à l'est de Johannesburg, est le cœur de l'industrie sud-africaine du charbon. Dans un petit périmètre se concentrent 22 mines et 12 centrales à charbon.

De quoi alimenter en électricité le géant économique du continent. Pourtant, cette immense mine à ciel ouvert est le deuxième endroit le plus pollué au monde, responsable de la mort de milliers de personnes tous les ans.

L'État sud-africain se retrouvera d'ailleurs bientôt face à la justice, après que des ONG l'ont accusé d'avoir fermé les yeux sur le non-respect des normes environnementales des entreprises. Ce sont les habitants de la province qui en payent le prix fort. Asthmes, cancers des poumons, problèmes respiratoires, morts prématurées...

Source : RFI

## **Afrique du Sud : 1.500 ressortissants subsahariens ont fui leur foyer après les violences (ONU)**

*20 septembre 2019*

Environ 1.500 ressortissants subsahariens, surtout du Nigéria ont dû quitter leur foyer pour fuir les violences xénophobes qui ont frappé l'Afrique du Sud début septembre.

Selon le HCR, au moins 12 personnes, dont des ressortissants étrangers et des Sud-Africains, auraient été tuées.

Au cours des dernières semaines, le personnel du HCR indique avoir reçu un nombre croissant d'appels sur ses lignes téléphoniques d'urgence, les gens signalant que leurs maisons et entreprises sont pillées, que des immeubles sont incendiés, que les gangs multiplient leurs activités dans les rues et que les incidents de violence sexuelle ont augmenté.

Il est important de rappeler que l'Afrique du Sud et plus récemment le Nigeria ont signé l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine qui a pour but de doper le commerce entre les pays du continent.

Cet accord est censé entrer en vigueur dans moins d'un an. L'Afrique du Sud ne peut pas espérer développer ses échanges commerciaux si elle ne met pas fin à ses attaques xénophobes sur son propre territoire.

Sources : ONU, AFP

## **Le Zimbabwe furieux de l'interdiction américaine d'importer des diamants**

*4 octobre 2019*

Harare s'est indigné vendredi de la décision des Etats-Unis d'interdire l'importation de diamants des mines zimbabwéennes de Marange (est), démentant fermement avoir recours au travail forcé, contrairement aux affirmations de Washington.

"Nous n'avons jamais forcé quiconque, et encore moins des enfants, à travailler dans les mines de diamants de Marange", a déclaré à l'AFP le ministre zimbabwéen de la Justice, Ziyambi Ziyambi.

"Cette interdiction est une nouvelle excuse pour maintenir les sanctions", a encore estimé le ministre, en référence aux sanctions américaines visant depuis 2003 une centaine d'entreprises étatiques et de personnalités zimbabwéennes, dont l'actuel président Emmerson Mnangagwa.

Source : AFP

## **Zimbabwe : c'est la catastrophe**

*2 octobre 2019*

Le Zimbabwe a été précipité dans la crise au début des années 2000 par la réforme agraire controversée ordonnée par l'ex-président, décédé le 6 septembre à 95 ans.

Le pays ne s'en est jamais remis et manque aujourd'hui de tout. Du carburant à la lessive, en passant par les plaques d'immatriculation et les passeports. Et l'inflation est forte.

Pénurie d'essence, de liquidité, d'électricité. Le pays n'a pas suffisamment de devises étrangères, et ne peut importer tous les produits dont il a besoin.

De plus le secteur hospitalier est sinistré. Au point que les 3/4 des étudiants en médecine n'attendent qu'une chose : finir leurs études et partir à l'étranger.

Une catastrophe alimentaire est annoncée.

La grogne s'installe. L'opposition a le vent en poupe. Et le pouvoir semble déterminé à bâillonner opposants et syndicalistes. Depuis le début de l'année, 51 d'entre eux ont été enlevés, passés à tabac et relâchés.

Pour les défenseurs des droits de l'homme, le Zimbabwe est revenu aux pires heures du régime Mugabe. Jusqu'à maintenant, la police n'a guère fait de progrès dans les enquêtes ouvertes dans la foulée des 50 kidnappings précédents. Amnesty International relève que les responsables présumés d'atteintes aux droits humains ont bénéficié d'une impunité « *presque totale* ».

Source : RFI

## **Crise anglophone au Cameroun : le dialogue national opte pour la décentralisation**

*4 octobre 2019*

Le « grand dialogue national » s'achève ce vendredi au Cameroun. Il préconise notamment la décentralisation et prévoit un statut spécial aux deux régions anglophones, écartant de fait le fédéralisme demandé par plusieurs personnalités anglophones.

Ces assises ont été convoquées par le chef de l'État pour ramener la paix dans les deux régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Les rapports des 8 commissions ont été adoptés en séance plénière jeudi.

La tutelle de l'État sera allégée de manière substantielle. Quant à la question du transfert des ressources aux collectivités locales, la commission propose une fourchette de 10 à 15% des recettes de l'État.

Le « grand dialogue » se prononce également pour la création d'une commission « Vérité, Justice et Réconciliation », le renforcement de l'anglais dans les administrations et les services publics et l'introduction de la double nationalité pour la diaspora.

D'autre part, afin de ramener le calme dans le pays, le président camerounais Paul Biya a ordonné la libération de 333 détenus liés à la crise anglophone.

Un millier de personnes sont incarcérées dans le cadre de cette crise. C'est la deuxième fois que Paul Biya prend une telle mesure.

Source : RFI

# ASIE

## **L'Etat chinois vendrait des organes prélevés sur des musulmans vivants**

*27 septembre 2019*

L'avocat Hamid Sabi a demandé mardi 24 septembre à l'ONU d'enquêter sur les lourds soupçons pesant sur la Chine, qu'il accuse de se livrer à des prélèvements d'organes sur des membres vivants de la communauté musulmane ouïghoure et du mouvement Falung Gong, interdit depuis 1999.

Cette pratique, en cours depuis plusieurs années, aurait fait des centaines de milliers de victimes. Si la Chine nie, il faut noter que le temps est extrêmement court pour obtenir une transplantation. Cependant, l'opacité du régime chinois empêche une enquête clairement indépendante sur le terrain.

Source : AFP

## **Chine : les journalistes des médias d'État soumis à un test de fidélité**

*20 septembre 2019*

À partir d'octobre, 10 000 reporters et rédacteurs en chefs seront amenés à subir un « *test pilote* », avant la mise en place d'examens nationaux, et les cartes de presse ne seront délivrées qu'à ceux qui réussissent.

Comme c'est déjà le cas pour la plupart des grandes entreprises d'État, les journalistes des médias officiels n'échappent pas à la règle : il faut connaître les citations du président chinois sur le bout des doigts pour avancer dans sa carrière.

Source : RFI

## **Hong Kong : des manifestants défient l'interdiction du port du masque**

*4 octobre 2019*

A Hong Kong, la contestation est partie du refus d'un projet de loi permettant les extraditions vers la Chine.

Ce projet de loi a été rapidement suspendu, mais les contestataires rejettent désormais les autorités prochinoises de Hong-Kong.

Depuis juin les manifestations se durcissent, avec des confrontations de plus en plus violentes entre forces de l'ordre et protestataires masqués.

Le masque permet notamment aux manifestants de ne pas se faire identifier par les forces de l'ordre, afin d'éviter des poursuites judiciaires.



Le gouvernement vient d'interdire le port du masque, ce qui n'a pas empêché de nouveaux affrontements avec les forces de l'ordre vendredi.

De vastes foules ont bloqué des artères dans le cœur même du quartier des affaires, certains déchirant des bannières à la gloire de la Chine.

Hong Kong a connu mardi sa journée la plus violente depuis juin. Tandis que la Chine populaire célébrait son 70<sup>e</sup> anniversaire, cette ex-colonie britannique a été le théâtre d'affrontements dans de nombreux quartiers.

Source : AFP

## **Kazakhstan : des manifestations pour dénoncer la présence économique de la Chine**

*21 septembre 2019*

Plusieurs manifestations anti-chinoises ont été organisées au Kazakhstan, conduisant à l'arrestation de dizaines de personnes dans plusieurs villes de cette ex-république soviétique au régime autoritaire.

Ces rassemblements dénoncent l'importance croissante du voisin chinois dans l'économie du Kazakhstan, sur fond d'insatisfaction quant au gouvernement national et de mauvaise redistribution de la manne pétrolière.

Des dizaines d'entités industrielles ont ouvertes par Pékin au Kazakhstan ces dernières années, 55 projets sont en cours d'élaboration, pour des investissements d'un montant de 25 milliards d'euros environ, dans des secteurs comme le pétrole et le gaz, l'agriculture ou le transport.

Les manifestants ont peur d'être victime de la « diplomatie du piège de la dette », Pékin ayant pour habitude de prêter des milliards et de s'emparer d'actifs stratégiques le jour où un pays n'est plus en mesure de rembourser les échéances.

Le Kazakhstan aurait une dette de plus de 10 milliards d'euros envers la Chine, contractée notamment dans le cadre du développement des nouvelles routes de la Soie promues par Xi Jinping.

Source : RFI

## **Trump veut toujours "discuter" avec la Corée du Nord malgré le dernier tir de missile**

*4 octobre 2019*

Donald Trump a déclaré jeudi vouloir continuer les négociations avec la Corée du Nord, sur le point de reprendre après des mois d'impasse, malgré une nouvelle escalade de Pyongyang dans ses essais de missiles pourtant qualifiés de "provocations" par Washington.

Une équipe de négociateurs nord-coréens est arrivée en fin de journée jeudi en Suède pour de nouveaux pourparlers sur le désarmement nucléaire de la Corée du Nord.

La Corée du Nord a multiplié les essais de missiles de courte portée ces derniers mois.

Le nouveau missile lancé d'un sous-marin testé ces jours-ci fait monter d'un cran la menace nucléaire nord-coréenne car Pyongyang pourrait porter sa base d'action bien au-delà de la péninsule coréenne.

Ankit Panda, de la Fédération des scientifiques américains, a présenté le projectile comme le missile nord-coréen à combustible solide à la plus longue portée. Pour lui, il constitue "sans aucun doute le premier essai de missile à capacité nucléaire depuis novembre 2017".

Cela montre aussi selon lui que le programme militaire de Kim Jong Un est "resté actif pendant les offensives de charme diplomatique de 2018-2019".

Il n'est pas rare que la Corée du Nord réalise des essais militaires en pleine ouverture diplomatique, et ce afin de maintenir la pression sur ses interlocuteurs.

Source : AFP

## **Washington sanctionne des entités nord-coréennes accusées de cyber-attaques**

*14 septembre 2019*

Washington a annoncé mi-septembre des sanctions financières contre 3 entités nord-coréennes accusées de cyber-attaques qui ont atteint des infrastructures clés comme des hôpitaux britanniques en 2017 ou la Banque centrale du Bangladesh en 2016.

Ces sanctions visent trois groupes de piratage informatique "contrôlés par le gouvernement de Corée du Nord" et connus dans le monde de l'industrie de la sécurité informatique.

Je rappelle que la Corée du Nord se finance en partie grâce à des cyber-attaques.

Source : AFP

## **Corée du Sud : de grosses manifestations contre et pour le ministre Cho Kuk accusé de corruption**

*3 octobre 2019*

Cho Kuk, ministre de la Justice, est soupçonné de corruption et de malversations, et fait l'objet d'une enquête menée par ses propres procureurs.

Il est soupçonné de corruption dans l'obtention de marchés publics, et d'avoir triché pour aider ses enfants à entrer à l'université. Sa femme a été mise en examen.

Or, il a justement été nommé par le président Moon Jae-in pour réformer un système judiciaire très politisé : les procureurs disposent de pouvoirs jugés trop étendus et ils ont été accusés dans le passé d'en abuser pour museler l'opposition.

Une énorme manifestation a été organisée ce jeudi après-midi dans le centre de Séoul, pour exiger la démission de Cho Kuk.

Il y aurait 2 millions de participants, selon les organisateurs.

Cette manifestation des organisations et des partis conservateurs est la réponse à une autre manifestation, organisée par la gauche, qui a réuni samedi dernier 1,5 million de personnes coréenne pour défendre Cho Kuk.

Source : RFI

## **Peste porcine : près de 5 millions de porcs tués en Asie**

*24 septembre 2019*

En Asie, près de 5 millions de porcs ont péri ou ont été abattus en raison de la propagation de la peste porcine africaine, qui a été détectée la première fois en Asie, il y a un an.

Les dernières données fournies indiquent que les pertes actuelles représentent 10% de la population totale de porcs présente en Chine, au Vietnam et en Mongolie.

La Corée du Sud a récemment confirmé un quatrième cas de peste porcine, alors qu'elle attend toujours une réponse de Pyongyang quant à sa proposition de lancer des efforts conjoints pour faire face à l'épidémie.

Séoul a abattu 15.000 porcs depuis l'annonce du premier cas le 17 septembre.

Le virus, qui n'est pas dangereux pour l'homme mais très virulent pour les cochons d'élevage et les sangliers sauvages, entraîne des hémorragies qui peuvent être fatales en quelques jours. L'abattage du bétail contaminé est le seul moyen de prévenir la propagation de l'épizootie.

En Corée du Sud le secteur porcin représente 40% de l'élevage dans ce pays.

Séoul estime que Pyongyang élève environ 2,6 millions de porcs. La peste porcine pourrait aggraver considérablement les difficultés alimentaires en Corée du Nord.

Sources : AFP, ONU

## **Philippines : après l'obtention de leur région autonome, d'ex-rebelles musulmans commencent à rendre les armes**

*7 septembre 2019*

Des musulmans avaient pris les armes dans les années 1970 pour réclamer l'autonomie ou l'indépendance du sud de l'archipel très majoritairement catholique, qu'ils considèrent comme leur terre ancestrale. Cette insurrection avait fait 150.000 morts.

Le principal groupe rebelle, le Front Moro islamique de libération (Milf), avait signé en 2014 un accord de paix avec le gouvernement prévoyant d'octroyer l'autonomie à la minorité musulmane. La nouvelle région autonome se nomme Bangsamoro.

Cet accord prévoit que les ex-rebelles rendent leurs armes et que le Milf devienne un parti politique légal. D'ex-rebelles musulmans ont commencé à rendre leurs armes à des observateurs étrangers indépendants. Au total, 40.000 combattants doivent rendre les armes dans les années qui viennent.

Mais personne ne croit que cela réglera d'un coup les maux d'une région où les violences sont quotidiennes. Le processus de paix n'inclut pas toutes les organisations islamistes - dont celles

qui ont prêté allégeance au groupe Etat islamique - encore très actives dans le sud des Philippines et que le Milf combat aux côtés des forces gouvernementales.

Source : AFP

## **Environ 1000 morts en Asie à cause de la mousson**

*30 septembre 2019*

Ces derniers jours, près de 100 personnes sont mortes en Inde dans des inondations provoquées par la mousson. En août, les inondations et les glissements de terrain qui ont touché l'ouest de l'Inde ont fait au moins 270 morts et déplacé un million de personnes. Et la mousson a fait près de 650 morts en juillet à travers l'Inde, le Népal, le Bangladesh et le Pakistan.

Source : RFI

## **L'Inde débarrassée de la défécation en plein air, affirme son Premier ministre**

*2 octobre 2019*

Le gouvernement indien dit avoir consacré 20 milliards de dollars à l'installation de toilettes dans son pays. "En 60 mois, on a donné accès aux toilettes à 600 millions de personnes (sur 1,3 milliard d'habitants, ndlr), plus de 110 millions de toilettes ont été construites", s'est exclamé M. Modi, Premier ministre.

L'Inde est débarrassée du problème de la défécation en plein air, a assuré Narendra Modi. Il a remporté un deuxième mandat de Premier ministre haut la main en mai, a été primé le mois dernier à New York par la Fondation Bill et Melinda Gates pour les mesures qu'il a prises contre ce fléau.

Source : AFP

## **Inde : la crise de l'oignon menace le gouvernement**

*29 septembre 2019*

En Inde, le gouvernement vient d'interdire les exports d'oignons dans le but de freiner l'inflation de cette denrée essentielle. Cela arrive alors que la production agricole a été fortement touchée le mois dernier par les inondations.

C'est l'aliment du pauvre, et une telle inflation peut dangereusement enflammer les esprits des électeurs. Le gouvernement fédéral a donc interdit tout export d'oignon et limité les quantités que les grossistes peuvent stocker, afin d'éviter qu'ils les amassent pour faire grimper davantage les prix.

Source : RFI

## **Un reporter indien attaqué et laissé pour mort en raison de ses enquêtes sur la corruption**

*26 septembre 2019*

Le journaliste Nagarjuna Reddy a été victime d'une 3<sup>e</sup> attaque, extrêmement violente, en pleine rue, alors qu'il enquête sur les liens d'un député avec la mafia du sable, sur la côte est de l'Inde. La corruption est généralisée au sein des élites locales.

Reporters sans frontières (RSF) exige une enquête indépendante, alors que la police a tendance à fermer les yeux.

Suite au témoignage du journaliste recueilli sur son lit d'hôpital, la police a néanmoins annoncé avoir arrêté cinq individus.

En 2018, en Inde, au moins six journalistes ont été tués en raison de leur activité professionnelle. Le pays se situe en 2019 à la 140<sup>e</sup> place sur 180 dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF.

Source : AFP

## **Inde : les musulmans en Assam privés de citoyenneté indienne**

*1<sup>er</sup> septembre 2019*

La décision du gouvernement indien de priver près de deux millions de personnes de la nationalité indienne dans l'Etat sensible d'Assam (nord-est) a suscité une vague de critiques.

Le Premier ministre, Narendra Modi, dont le parti nationaliste hindou (BJP) gouverne l'Assam, justifie sa décision par la nécessité de se débarrasser à terme des "étrangers infiltrés".

Les habitants exclus, à priori surtout des musulmans, pourraient se retrouver sans nationalité et être éventuellement déportés, au risque de provoquer de nouveaux troubles dans un pays déjà en proie à de vives tensions au Cachemire.

Au total, 31,1 millions d'habitants de l'Assam ont été inscrits au Registre national des citoyens (NRC), créé à l'initiative du gouvernement nationaliste hindou, et 1,9 million d'autres n'y ont pas été inclus.

Mais des responsables locaux du BJP soulignent que beaucoup d'Hindous parlant le bengali ont été ainsi exclus du NRC alors qu'ils constituent une base électorale importante pour leur parti. Le NRC, qui vise officiellement à lutter contre l'immigration illégale, demandait aux habitants de l'Assam de prouver leur citoyenneté indienne.

Source : AFP

## **Cachemire : le Pakistan brandit le risque nucléaire avec l'Inde**

*27 septembre 2019*

Rappel du contexte

L'Inde et le Pakistan se sont partagés le Cachemire, région himalayenne, au moment de l'indépendance en 1947, et se sont notamment deux fois fait la guerre pour son contrôle. Le Cachemire, région à majorité musulmane, est une pomme de discorde entre les deux nations.

Début août, l'Inde a révoqué l'autonomie constitutionnelle de la partie du Cachemire qu'elle contrôle, puis a instauré un couvre-feu. Elle a aussi imposé un intense déploiement sécuritaire, coupé les communications et restreint les déplacements, tout en arrêtant ou en plaçant en résidence surveillée de nombreuses personnes.

### Menace de guerre nucléaire

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a averti l'ONU du risque que la crise au Cachemire ne conduise à une guerre nucléaire avec l'Inde, avec des conséquences pour le monde entier. "Quand le couvre-feu sera levé, ce sera un bain de sang", a-t-il lancé.

Il dit qu'il y a 900.000 soldats dans la partie indienne du Cachemire, mais l'Inde n'a pas confirmé le nombre.

Selon le Premier ministre pakistanais, les conditions au Cachemire ont radicalisé une nouvelle génération au sein de la population.

Les Etats-Unis ont demandé à l'Inde de lever ses restrictions au Cachemire.

New Delhi affirme que le lourd déploiement sécuritaire, les coupures de moyens de communication et les restrictions de déplacements sont destinés à empêcher des "terroristes" soutenus par le Pakistan d'agir.

### Enquête de l'AFP et témoignages de tortures

L'AFP a mené une enquête dans le Cachemire indien, à Hirpora (district de Shopian) et a recueilli des témoignages d'habitants disant avoir été torturés par l'armée indienne.

"L'armée prend deux ou trois jeunes hommes de chaque village pour en faire des exemples", avance un résident qui a compilé une liste de personnes disant avoir subi des tortures.

Les récits de tortures suivent souvent le même schéma : les soldats indiens arrivent lors de raids nocturnes, confisquent les cartes d'identité et les téléphones portables des hommes et leur demandent de se présenter au camp voisin pour les récupérer. Aucun Cachemiri ne se déplace sans sa carte d'identité, par peur d'arrestation.

Sajjad Hyder Khan, un responsable du village de Pinjoora, indique à l'AFP avoir vu une liste de 1.800 personnes détenues pour le seul district de Shopian. "Tout ce que je peux dire est que la pression est là pour empêcher les gens de manifester". Du coup, "il n'y a eu aucun incident de jets de pierres sur des soldats" depuis la révocation de l'autonomie du Cachemire.

Source : AFP

## **Pakistan : le fléau des « crimes d'honneur »**

*27 septembre 2019*

Le frère d'une starlette des réseaux sociaux assassinée en 2016, qui avait fièrement reconnu l'avoir tuée pour son "comportement intolérable", a été condamné à la prison à perpétuité au Pakistan.

La victime était surnommée la Kim Kardashian pakistanaise.

Son assassinat avait provoqué une onde de choc au Pakistan, où des centaines de femmes sont tuées chaque année par des proches sous prétexte qu'elles auraient sali l'honneur familial. Trois mois après les faits, le Parlement pakistanais avait adopté à l'unanimité une loi contre ce fléau.

Depuis la nouvelle loi, les parents d'une victime d'un crime d'honneur ne peuvent plus pardonner à son assassin, souvent un membre de la famille, ce qui jusqu'alors permettait de soustraire ce dernier à l'action de la justice.

Source : AFP

## **Pakistan : un condamné à mort pour blasphème acquitté après 18 ans de prison**

*26 septembre 2019*

Un homme de confession musulmane, condamné à mort en 2002 pour blasphème et qui a passé plus de 18 ans en prison a été acquitté par la Cour suprême du Pakistan. Peu avant l'acquittement, des "messages de menaces" sont parvenus à sa famille.

Le blasphème est une question brûlante au Pakistan, où même des allégations non prouvées d'insulte à l'islam peuvent entraîner assassinats et lynchages. Une quarantaine de personnes condamnées pour blasphème se trouvent actuellement dans le couloir de la mort au Pakistan.

L'acquittement fin octobre dernier de la chrétienne Asia Bibi, une mère de famille qui avait passé plus de huit ans dans les couloirs de la mort pour blasphème, ce qu'elle a toujours nié, avait provoqué des manifestations violentes dans tout le Pakistan. Elle vit désormais au Canada avec sa famille.

Source : AFP

## **L'armée pakistanaise commettrait des abus envers femmes et jeunes filles**

*20 septembre 2019*

L'activiste pakistanaise Gulalai Ismail a réussi à fuir aux États-Unis après avoir été recherchée dans tout le pays pour trahison. Elle affirme que c'est en fait son combat pour dénoncer les abus commis par l'armée pakistanaise qui l'a amenée à fuir.

Elle dénonce depuis des années les violations des droits humains commises au Pakistan, particulièrement à l'encontre des femmes et des jeunes filles. Elle a attiré l'attention dans son pays lorsqu'elle a soutenu le mouvement de protection des Pachtounes, dénonçant un harcèlement sexuel de l'armée envers les femmes.

Elle a depuis été arrêtée à deux reprises.

Gulalai Ismail a réussi à fuir mais est inquiète pour ses parents, qui vivent toujours au Pakistan, sous haute surveillance, et qui sont accusés de financement du terrorisme.

Source : RFI

## **Afghanistan : aucune avancée en vue**

*3 octobre 2019*

### Une délégation des talibans chaleureusement accueillie au Pakistan

Un groupe de responsables talibans a été chaleureusement accueilli jeudi par le gouvernement du Pakistan, qui a appelé à la reprise des pourparlers avec les Etats-Unis sur l'Afghanistan, brutalement interrompus début septembre par le président américain Donald Trump.

Le Pakistan est depuis longtemps accusé de soutenir les insurgés.

Le Pakistan continuera à "soutenir tous les efforts pour parvenir à une paix permanente en Afghanistan", a déclaré le ministre Qureshi, disant "apprécier l'engagement sérieux des talibans dans le processus de paix". "S'ils (les Américains, NDLR) veulent une rencontre, nous sommes prêts à les rencontrer", a de son côté déclaré à l'AFP un porte-parole taliban, Suhail Shaheen.

### Afghanistan : Abdullah Abdullah revendique la victoire à la présidentielle

Abdullah Abdullah, principal rival du chef de l'Etat Ashraf Ghani à l'élection présidentielle qui s'est tenue en Afghanistan, a revendiqué la victoire lundi sans attendre les résultats officiels, au risque de créer de vives tensions politiques.

La déclaration de M. Abdullah, dont c'est la troisième participation à une élection présidentielle, est lourde de risques. Il déclare avoir remporté le scrutin alors que les résultats préliminaires ne seront pas annoncés avant le 19 octobre et les définitifs, le 7 novembre.

### Faible participation à l'élection présidentielle

Le scrutin s'est tenu sans gros incidents mais avec un grand nombre de petites attaques des insurgés.

Pendant la campagne électorale en revanche, des attentats ont fait de nombreux morts, afin de décourager les Afghans de voter.

Un des enjeux du scrutin est de procurer au futur chef de l'Etat une légitimité suffisante pour espérer négocier avec les talibans.

Les craintes sur la sécurité et d'éventuelles fraudes ont contribué, -avec la désillusion de bon nombre d'électeurs à l'égard de la classe politique-, à une faible participation.

### L'OMS à de nouveau la "permission" des talibans pour travailler



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est félicitée de pouvoir reprendre son travail en Afghanistan, après en avoir reçu la "permission" des talibans. Elle avait suspendu ses activités en avril, comme le Comité International de la Croix Rouge (CICR), après que les talibans lui avaient retiré ses garanties de sécurité. Le CICR a aussi été "autorisé" à reprendre ses activités.

En revanche, les talibans exigent que la campagne de vaccination contre la polio ne puisse être effectuée que dans les cliniques, et non pas aux domiciles des habitants ou dans les mosquées. Or, l'OMS souligne que ce sont justement les campagnes de vaccination à domicile qui permettent d'atteindre le plus grand nombre d'enfants.

Les talibans et certains chefs religieux voient dans la campagne de vaccination une conspiration occidentale visant à stériliser les enfants musulmans ou à porter atteinte en leur foi en l'islam. D'autres la soupçonnent de servir de couverture à des espions.

### Une frappe contre les talibans aurait tué 40 civils

En septembre, au moins 40 personnes sont mortes en raison de frappes aériennes menées par les forces de sécurité afghanes dans la province du Helmand (sud). Les victimes sont des civils, dont de nombreuses femmes et enfants.

Ce n'est pas la première fois que les autorités afghanes ainsi que l'armée américaine sont accusées de bavures sur des civils. Les résultats des enquêtes menées par les autorités ne sont presque jamais rendus publics.

### Les États-Unis retirent 160 millions de dollars d'aide directe à l'Afghanistan

Washington se justifie en mettant en cause le laxisme et l'inefficacité du gouvernement afghan dans la lutte contre la corruption. Décision perçue comme un camouflet pour le président candidat à sa propre succession.

La somme est dérisoire comparée au plus de 1 000 milliards de dollars dépensés par les États-Unis en Afghanistan depuis son intervention en 2001. L'Afghanistan est parmi les pays les plus corrompus au monde.

Sources : AFP, RFI

## **Crise des Rohingyas : Aung San Suu Kyi dans le viseur de l'ONU**

*17 septembre 2019*

Face aux accusations de crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée, la dirigeante birmane Aung San Suu Kyi doit rendre des comptes, affirme une commission d'enquête de l'ONU. 600 000 Rohingyas encore présents en Birmanie sont menacés de génocide.

En un an, la liste des personnes soupçonnées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de crimes de génocide s'est considérablement étoffée. De six noms lors du dernier rapport de la commission d'enquête, elle est passée à une centaine aujourd'hui. L'ONU accuse l'armée et ses généraux. Mais les soupçons pèsent de plus en plus sur Aung San Suu Kyi.

Les enquêteurs en sont certains : cela pourrait prendre des années, mais les responsables des atrocités en Birmanie seront jugés un jour. Un mécanisme indépendant va continuer à collecter les preuves qui pourront être utilisés lors d'un éventuel procès.

Source : RFI

## **65.000 déplacés dans les Etats birmans de Rakhine et de Chin depuis janvier selon l'ONU**

*16 septembre 2019*

En Birmanie, les Etats de Rakhine et de Chin sont en proie à des combats entre militaires birmans et rebelles de l'Armée d'Arakan.

Conséquence, 65.000 personnes ont été déplacées par les violences depuis janvier.

"Dans l'Etat de Rakhine, la Tatmadaw (nom de l'armée birmane) a utilisé des hélicoptères de combat contre l'Armée d'Arakan (AA) et les deux parties sont accusées d'avoir effectué sans discernement, dans des zones civiles, des tirs d'artillerie lourde, et d'avoir posé des mines", a déclaré Yanghee Lee, au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

D'autre part, "des informations inquiétantes font état d'hommes d'origine Rakhine arrêtés par l'armée parce qu'ils étaient soupçonnés d'être associés aux AA et détenus au secret pendant des semaines". La rapporteure a fait état de quinze personnes décédées alors qu'elles étaient ainsi en détention, ainsi que de cas de torture et mauvais traitement.

Mme Lee a également reçu des informations faisant état de six villages incendiées depuis fin juin, date à laquelle le gouvernement a également imposé la suspension des services mobiles, privant d'internet les villageois.

Par ailleurs, "l'accès humanitaire reste fortement limité par le gouvernement dans les endroits touchés par le conflit, privant de manière significative au moins 100.000 personnes d'une assistance et des services de base, tandis que les couvre-feux empêchent les gens d'accéder aux moyens de subsistance et aux traitements médicaux".

Source : AFP

## **Indonésie : affrontements lors de manifestations contre des lois controversées**

*30 septembre 2019*

Les étudiants dénoncent notamment une réforme qui risque d'affaiblir l'agence de lutte contre la corruption (KPK), une institution très respectée en Indonésie.

Ils protestent également contre un vaste projet de révision du Code pénal qui prévoit notamment des peines de prison pour les relations sexuelles hors mariage ou entre personnes du même sexe.

Le projet prévoit aussi une application plus large de la loi controversée sur le blasphème qui inquiète les minorités dans ce pays qui compte la plus grande population musulmane au monde. Et il envisage d'interdire les « *insultes* » envers le président ou le vice-président.

Les manifestants demandent aussi le retrait des troupes indonésiennes de Papouasie, où des violences ont fait plus de 30 morts en septembre. Ils veulent aussi une enquête sur la mort de deux étudiants à Kendari, ville de l'île de Célèbes, au cours de violentes manifestations.

La police a fait usage de gaz lacrymogène à Jakarta et dans plusieurs villes d'Indonésie, lundi 30 septembre, contre des manifestants.

Au moins 2 étudiants ont été tués et des centaines ont été blessés au cours des manifestations et parfois des émeutes qui ont embrasé l'archipel depuis le 23 septembre.

Dans la capitale indonésienne, quelque 26 000 policiers et militaires et des véhicules blindés étaient déployés.

Le président indonésien, Joko Widodo, a tenté en vain d'apaiser les étudiants en faisant des concessions alors qu'il s'apprête à être investi pour un second mandat en octobre.

Source : RFI

## **Indonésie : des milliers d'habitants fuient les violences en Papouasie ; une trentaine de morts**

*27 septembre 2019*

La Papouasie connaît une rébellion indépendantiste sporadique contre le gouvernement indonésien qui a pris le contrôle de cette région riche en ressources naturelles dans les années 1960. La population autochtone de Papouasie est mélanésienne et en majorité chrétienne, avec une culture tribale différente du reste de l'Indonésie où 90% de la population est musulmane.

Le 17 août, jour de l'indépendance de l'Indonésie, des attaques racistes ont été perpétrées contre des étudiants papous sur l'île de Java, à Surabaya, la deuxième plus grande ville d'Indonésie. Depuis, des manifestations, émeutes, incendies se succèdent en Papouasie, territoire indonésien pauvre.

Les autorités ont confirmé que la plupart des victimes n'étaient pas d'origine papoue, ce qui laisse craindre une escalade des violences contre les habitants de Papouasie venus d'autres îles de l'archipel indonésien.

Il y a une trentaine de morts.

Des milliers d'habitants de Papouasie se sont précipités le 27 septembre vers un aéroport pour fuir à bord d'avions militaires.

La vague de manifestations a aussi relancé les revendications pour un référendum sur l'indépendance.

Source : AFP

## **Indonésie et Malaisie : fermeture de milliers d'écoles en raison des incendies en Indonésie**

*18 septembre 2019*

Chaque année, l'Indonésie est en proie à de violents incendies déclenchés illégalement par des propriétaires terriens et agriculteurs qui souhaitent nettoyer leurs terres.

Ils ont pris de l'ampleur cette année en raison d'une saison sèche longue et intense. Ils ont ravagé plus de 300 000 hectares et ont bien sûr nui à de nombreux animaux.

Ils affectent aussi la santé humaine en raison d'un nuage toxique pouvant recouvrir toute l'Asie du Sud-Est.

Il a touché cette année Singapour et la Malaisie, où 2 500 écoles ont été fermées en raison d'un niveau de pollution de l'air jugé dangereux.

Les autorités indonésiennes ont aussi fermé des milliers d'écoles et déployé près de 9 000 pompiers et soldats pour tenter d'éteindre les feux de forêt. Et les habitants attendent avec impatience la saison des pluies pour venir à bout des flammes.

Un nombre croissant de Malaisiens souffre de problèmes de santé liés à ce nuage, ce qui a généré des tensions diplomatiques entre Indonésie et Malaisie.

La police indonésienne a annoncé avoir arrêté près de 200 personnes soupçonnées d'avoir déclenché des feux.

Source : AFP

## **Indonésie : une poubelle du monde**

*20 août 2019*

Contexte : l'Occident exporte ses déchets vers l'Asie. Or, la Chine la Chine a interdit l'importation de plusieurs catégories de déchets l'an dernier.

Les pays occidentaux cherchent donc de nouvelles destinations pour leurs déchets.

L'Indonésie en est une importante.

Mais les défenseurs de l'environnement s'alarment des montagnes de déchets qui grandissent et polluent, affectant la qualité de l'eau et la santé des habitants.

L'Indonésie est le 2<sup>e</sup> pays au monde contributeur de la pollution marine derrière la Chine.

L'Indonésie a renforcé ces derniers mois les contrôles sur les déchets. Elle a renvoyé vers l'Occident des conteneurs d'ordures dangereuses pour la santé, qui avaient été importés illégalement.

Source : AFP

## **L'ONU décide de suspendre l'ensemble des soldats de la paix sri-lankais**

*27 septembre 2019*

L'ONU vient de suspendre l'ensemble de son contingent de soldats de la paix sri-lankais. C'est la conséquence de la nomination le mois dernier de Shavendra Silva au poste de chef des armées. Il est accusé par les Nations unies de crimes de guerre commis dans les derniers mois de la guerre civile, en 2009, contre les rebelles.

Les 490 soldats de la paix sri-lankais actuellement déployés au Liban, au Soudan et au Mali vont être rapatriés à partir du mois prochain et remplacés par des non sri-lankais.

L'ONG Human Rights Watch a salué la décision de l'ONU de suspendre le contingent sri-lankais.

Source : RFI

## **Bangladesh : des serviettes hygiéniques pour lutter contre l'absentéisme scolaire des filles**

*23 septembre 2019*

Des distributions gratuites de serviettes hygiéniques vont être organisées dans les villages au Bangladesh pour aider les jeunes filles à ne pas manquer l'école les jours où elles ont leurs règles. Plus de 40% des écolières dans ce pays conservateur restent à la maison durant leurs menstruations.

Source : AFP

## **Lilly, 12 ans, la Thaïlandaise en guerre contre le plastique**

*16 septembre 2019*

Lilly, 12 ans, sèche l'école pour ramasser des détritrus sur un canal de Bangkok.

Son combat : le plastique en Thaïlande.

Elle a réussi à convaincre des supermarchés de ne plus donner de sacs à usage unique.

Récemment, plusieurs pays de la région ont refusé d'être "la poubelle" de l'Occident, et ont renvoyé en Occident des conteneurs de déchets plastiques.

Mais localement, ils continuent d'en générer d'immenses quantités.

En Thaïlande, le sac plastique est omniprésent.

Ce pays est le 6<sup>e</sup> plus gros contributeur à pollution des océans, selon l'ONG de défense de l'environnement Greenpeace.

La récente mort d'un bébé dugong - une espèce menacée de mammifère marin - qui avait ingurgité trop de résidus plastiques a enflammé les réseaux sociaux.

Lilly peut compter sur le soutien de sa mère qui aide à écrire ses discours.

Mais le combat est difficile, en raison de l'importance du secteur de la pétrochimie, dont l'un des principaux débouchés est le plastique.

Ce secteur représente 5% du PIB thaïlandais et des dizaines de milliers d'emplois.

Source : AFP

## **En Nouvelle-Zélande, plus de 40.000 personnes pour la grève mondiale pour le climat**

*27 septembre 2019*

Plus de 40.000 personnes se sont rassemblées devant le Parlement néo-zélandais pour donner le coup d'envoi de la grève mondiale pour le climat. Le 20 septembre, plus de quatre millions de personnes s'étaient mobilisées à travers le monde pour un "Friday for Future" mondial, le mouvement de grève des cours lancé il y a un an à peine par Greta Thunberg.

Source : AFP

# AMERIQUES

## **Destitution du président aux USA : le Congrès avance au pas de charge, Trump sous pression**

*4 octobre 2019*

Donald Trump est sous la menace d'une mise en accusation ("impeachment") pour avoir demandé au président ukrainien Volodymyr Zelensky de l'aider à rassembler des informations compromettantes sur le fils de Joe Biden.

Le démocrate Joe Biden est bien placé pour l'affronter dans la présidentielle de 2020.

La Chambre des représentants a demandé vendredi au vice-président Mike Pence qu'il livre des documents pour mieux comprendre les conditions dans lesquelles M. Trump a tenté de faire pression sur son homologue ukrainien.

Si la Chambre des représentants, majoritairement démocrate, peut voter l'impeachment contre Donald Trump, il y a peu de raisons qu'il en soit de même au Sénat, qui est tenu par les républicains.

Source : AFP

## **USA : le chômage au plus bas depuis 50 ans en septembre, Trump jubile**

*4 octobre 2019*

Le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis décembre 1969, une très bonne nouvelle pour le président Donald Trump fragilisé par une procédure de destitution. Cela alors que la guerre commerciale menée contre la Chine commence à affecter l'économie américaine. Finalement les craintes d'une récession à court terme étaient infondées.

Source : AFP

## **Facebook manque de volonté pour lutter contre la pédophilie**

*4 octobre 2019*

Aux États-Unis, le problème de la pédopornographie en ligne prend des proportions hors-norme selon une enquête du *New York Times*. Les autorités, les compagnies et plateformes internet sont dépassées par le phénomène. L'année dernière, plus de 45 millions de photos ou vidéos impliquant des enfants ont été signalées par les « tech companies ».

Durant des mois, les journalistes du *New York Times* ont interrogé des victimes, des familles, des policiers et même des pédophiles. Sur internet, la circulation de photos ou de vidéos montrant des enfants violés, agressés et parfois torturés n'a jamais été aussi importante. En 10 ans, le nombre d'images d'enfants est passé de moins d'un million à 45 millions.

En ligne, les pédophiles peuvent partager, publier, échanger durant des années en toute impunité. Ils sont de plus en plus pointus en informatique et réussissent à contourner les contrôles grâce à des techniques de cryptographie très avancées.

En face, les équipes d'enquêteurs chargées de ce genre de crime sont dépassées et manquent de moyens financiers et techniques. Légalement, les géants d'internet, eux, sont obligés de signaler ces vidéos et photos aux autorités lorsqu'ils en trouvent, mais rien ne les oblige à les chercher pour les éliminer.

Mais la lutte s'avère impossible : les gouvernements américain, britannique et australien ont demandé jeudi à Facebook de renoncer à crypter l'ensemble de ses plateformes sans garantir un accès aux forces de l'ordre, mais se sont heurtés à une fin de non-recevoir.

Les enquêteurs du monde entier sont confrontés à un vrai casse-tête quand il s'agit de récupérer les emails, messages instantanés et photos stockées sur des serveurs à l'étranger, des "preuves numériques" pourtant essentielles pour faire éclater la vérité.

Vilipendé partout dans le monde pour ne pas assez sécuriser ses données, Facebook a d'ailleurs promis récemment de crypter sa plateforme de messagerie instantanée Messenger comme l'est déjà WhatsApp.

Dans une lettre ouverte adressée à Mark Zuckerberg, les ministres américains de la Justice et de l'Intérieur, ainsi que leurs homologues britannique et australien, lui demandent de ne pas mener ce projet à terme "sans inclure un moyen pour accéder légalement aux contenus des communications de manière à protéger nos citoyens".

Ils notent que le groupe a effectué en 2018 16,8 millions de signalements portant sur des images ou des comportements à caractère pédophile. Si Facebook met son projet en œuvre, 70% de ces signalements ne seront plus faisables, estiment les responsables, en appelant le groupe à "suspendre" sa réforme le temps de trouver une solution.

Sources : AFP, RFI

## **USA : Johnson & Johnson trouve un accord dans l'Ohio sur la crise des opioïdes**

*2 octobre 2019*

Aux États-Unis, la société Johnson et Johnson a annoncé avoir trouvé un accord avec deux comtés de l'État de l'Ohio dans le cadre de la crise des opioïdes. L'accord permet d'éviter un procès et une lourde sanction.

La crise des opioïdes serait à l'origine de près de 400 000 morts entre 1999 et 2017 selon les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies. Plus de 2500 procédures judiciaires ont été engagées partout aux États-Unis contre les groupes industriels par des États ou des collectivités locales comme les deux comtés de l'Ohio.

Les plaignants reprochent aux entreprises pharmaceutiques le manque de mise en garde, que ce soit pour les médecins ou les patients, notamment concernant les risques liés à une consommation de longue durée.



Johnson & Johnson est la quatrième entreprise à parvenir à un accord avec ces deux comtés et à éviter ainsi un procès qui pourrait marquer un tournant pour l'industrie pharmaceutique car celui-ci serait susceptible de faire jurisprudence.  
Ils verseront 40 millions de dollars pour les deux comtés.

Source : RFI

## **Ericsson : Provision de 1,1 milliard d'euros pour enquêtes anti-corruption aux USA**

*26 septembre 2019*

L'équipementier télécoms suédois Ericsson a annoncé jeudi que ses résultats au troisième trimestre seraient affectés par une provision de 12 milliards de couronnes suédoises (1,12 milliard d'euros) en raison d'enquêtes anti-corruption ouvertes à son encontre aux Etats-Unis.

Ces investigations menées par la Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité boursière américaine, et le département de la Justice (DoJ) concernent le non-respect par Ericsson du Foreign Corrupt Practices Act (FCPA), une loi anti-corruption américaine.

Le groupe suédois a estimé à 1 milliard de dollars les amendes qu'il devra verser pour clore ces enquêtes. Les discussions se poursuivent, ajoute Ericsson.

La société a identifié des infractions à son code éthique et au FCPA au cours des investigations, précisant que ces infractions étaient le résultat de multiples défaillances.

Source : Reuters

## **Canada : à Montréal, marée humaine pour un défilé "historique" avec Greta Thunberg**

*28 septembre 2019*

Une manifestation géante à Montréal a réuni des centaines de milliers de personnes lors d'une nouvelle "grève mondiale pour le climat".

Alors que le Canada est en pleine campagne électorale, le Premier ministre Justin Trudeau s'est mêlé à la foule après avoir annoncé de nouvelles mesures pour l'environnement.

Dans la matinée, il avait rencontré la jeune militante écologiste suédoise Greta Thunberg. Celle-ci a critiqué la politique environnementale du Canada. Comme la plupart des dirigeants de la planète, M. Trudeau "n'en fait pas assez" pour la planète.

M. Trudeau s'est engagé à planter deux milliards d'arbres sur 10 ans s'il était réélu le 21 octobre. Il a été critiqué pour avoir nationalisé l'oléoduc Trans Mountain, qui achemine le pétrole de l'Alberta aux côtes de la Colombie-Britannique.

Le vendredi précédent, plus de quatre millions de jeunes (et d'adultes) s'étaient mobilisés à travers le monde pour un "Friday for future". Ils étaient finalement plus de 6,6 millions, a annoncé Greta Thunberg.

Une semaine plus tard, la mobilisation semblait un peu marquer le pas. En Italie, plusieurs centaines de milliers de jeunes ont défilé dans tout le pays. D'autres manifestations ont eu lieu à Madrid, Zurich, en Australie ou aux Etats-Unis. L'Argentine a recensé une vingtaine de manifestations, tandis que la police chilienne a compté 20.000 personnes.

Source : AFP

## **Le HCR salue les efforts du Mexique pour accueillir et intégrer les réfugiés et migrants**

*2 octobre 2019*

Le Mexique est en train de passer d'une situation de pays de transit à une situation de pays de destination pour les réfugiés et migrants d'Amérique centrale et d'ailleurs, a déclaré l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le nombre de demandes d'asile est passé d'environ 2.100 en 2014 à plus de 48.000 au cours des huit premiers mois de cette année.

Le durcissement de l'accueil aux États-Unis a entraîné une augmentation significative du nombre de personnes qui décident de demander l'asile au Mexique.

Le HCR soutient le Mexique dans ses efforts pour accueillir au mieux toutes ces personnes.

Source : ONU

## **Mexique : la longue attente des demandeurs d'asile à Ciudad Juarez**

*27 septembre 2019*

À la frontière entre le Mexique et les États-Unis, des dizaines de milliers de migrants piétinent à quelques mètres à peine de leur but. Au lieu d'entrer enfin aux États-Unis après un périple souvent long et dangereux, ils sont désormais renvoyés au Mexique pour attendre le verdict de leur demande d'asile américaine.

Une attente de plusieurs mois qui donne à la ville mexicaine de Ciudad Juarez, frontalière avec le Texas, des airs de purgatoire.

De nombreuses personnes fuient la violence, la pauvreté, les gangs du Honduras, du Guatemala et de l'Équateur.

Cette attente au Mexique porte préjudice aux demandeurs. Privés d'assistance légale, ils auront du mal à défendre leur dossier seul face au juge alors que le taux de refus d'asile est de près de 70% aux États-Unis.

Source : RFI

## **Honduras : le président accusé d'avoir reçu des millions de dollars de narcotrafiquants**

*3 octobre 2019*

Se tient actuellement à New-York le procès pour trafic de drogue de l'un des frères de l'actuel président du Honduras, Juan Orlando Hernandez. A cette occasion, un procureur fédéral new-yorkais a accusé le président d'avoir touché des millions de dollars de pots-de-vin de narcotrafiquants, y compris de l'ex-chef de cartel mexicain "El Chapo".

Cet argent aurait servi à corrompre des politiciens locaux afin qu'ils soutiennent la candidature de celui qui était alors président du Parlement hondurien. Dans un document rendu public en août, l'accusation avait déjà affirmé qu'un narcotrafiquant hondurien avait contribué à hauteur de 1,5 million de dollars à la campagne présidentielle de Juan Orlando Hernandez en 2013.

Au Honduras, plusieurs manifestations d'ampleur ont appelé à sa démission. Le président hondurien est un partenaire de Donald Trump, avec lequel il a conclu récemment un accord de coopération sur les demandes d'asile visant à freiner l'immigration clandestine.

Source : AFP

## **Haïti : la situation est très tendue, plusieurs morts**

*1<sup>er</sup> octobre 2019*

Après des jours de manifestations en Haïti, l'ONU s'est déclarée préoccupée par les informations faisant état « de violences et d'incendies criminels » et a appelé à éviter la violence.

Plusieurs personnes sont mortes lors d'affrontements au cours des dernières semaines.

Des milliers de personnes sont descendues dans la rue face à une crise économique de plus en plus grave et à des pénuries chroniques de nourriture et de carburant, exigeant la démission du Président Jovenel Moïse. L'opposition dénonce aussi la corruption des élus et l'inflation galopante.

Les manifestants exigent aussi une enquête plus approfondie au sujet des allégations selon lesquelles des membres du gouvernement précédent auraient dépensé de façon illicite des milliards de dollars provenant d'un programme vénézuélien destiné à financer des programmes sociaux urgents.

Source : RFI

## **Cuba renforce ses liens avec ses alliés, face aux sanctions américaines**

*3 octobre 2019*

Les Etats-Unis ne cessent de renforcer leur embargo contre Cuba qu'ils accusent de soutenir militairement le gouvernement vénézuélien de Nicolas Maduro.

L'île vit au ralenti, connaissant notamment une pénurie de carburant.

Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a entamé jeudi une visite à Cuba qui a grand besoin du soutien de ses alliés, la Russie et la Chine.

La Russie, qui a consenti un prêt à l'île, va augmenter ses échanges commerciaux avec Cuba. Pékin, de son côté, a récemment donné 100 millions de dollars à Cuba.

Source : AFP

## **Cuba : les banques étrangères sont frileuses**

*30 septembre 2019*

Cette frilosité des banques n'est pas nouvelle. L'île est sous embargo des Etats-Unis depuis 1962.

Et les amendes pour violation des embargos américains (pas seulement envers Cuba, mais aussi l'Iran, la Libye, le Soudan...) sont salées.

Mais l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump marque une nouvelle étape, avec plus de sanctions contre Cuba, accusée de soutenir militairement le Venezuela de Nicolas Maduro. Selon le ministre des Affaires étrangères, depuis l'arrivée de Trump "des dizaines de banques étrangères ont limité ou interrompu leurs liens financiers" avec Cuba.

Pour Cuba, qui mise sur les investissements étrangers pour relancer sa croissance, cette panique des banques est une mauvaise nouvelle. Au total, le gouvernement estime que les difficultés qu'il a rencontrées avec 140 banques depuis un an lui ont coûté 725,8 millions de dollars.

Sources : AFP, RFI

## **Les États-Unis et le Salvador signent un accord critiqué sur l'asile**

*21 septembre 2019*

L'administration Trump a annoncé un accord avec le Salvador sur l'épineux dossier migratoire. A l'avenir, les autorités américaines pourront renvoyer les demandeurs d'asile, qui se trouvent à la frontière américano-mexicaine, au Salvador.

Les migrants devront donc formuler leur demande d'asile dans ce pays, qui est l'un des plus dangereux au monde, du fait de ses gangs armés.

Les critiques sont vives contre cet accord.

C'est le dernier d'une série de mesures dissuasives prises par l'administration Trump pour restreindre l'afflux de migrants qui traverse l'Amérique Centrale afin de demander la protection des États-Unis.

L'objectif de l'administration Trump est clair : faire du Salvador et plus globalement de l'Amérique Centrale une vaste zone de rétention de migrants.

Le gouvernement salvadorien espère obtenir en échange des aides financières américaines.

Le nouveau président Nayib Bukele a aussi mis dans la balance les plus de 200 000 Salvadoriens menacés d'expulsion aux États-Unis. Mais ni leur sort, ni l'aide financière américaine n'ont été évoqués lors de la signature de l'accord.

Source : RFI

## **Equateur : "état d'urgence" décrété face aux blocages contre le prix du carburant**

*4 octobre 2019*

Le gouvernement est la cible de la colère de la rue après le démantèlement de subventions pour le diesel et l'essence dans le cadre d'un accord conclu en mars avec le Fonds monétaire international (FMI). Jeudi, les nouveaux tarifs du carburant sont donc entrés en vigueur, et l'augmentation est très forte.

Le président de l'Equateur, Lenin Moreno, a décrété jeudi l'état d'urgence dans tout le pays, paralysé par des grèves et des blocages, qui ont fait une trentaine de blessés.

L'Equateur, dont la population est pauvre, est confronté à des difficultés financières qui ont conduit le gouvernement à recourir davantage à l'endettement extérieur.

Source : AFP

## **Amérique centrale : le PAM va aider 700.000 personnes dans le 'couloir de la sécheresse'**

*9 août 2019*

Pour la 5<sup>e</sup> année consécutive, des conditions climatiques irrégulières - sécheresses prolongées et pluies excessives - ont décimé les cultures de maïs et de haricots dans le couloir sec d'Amérique centrale.

Le Programme alimentaire mondial prévoit de fournir une aide alimentaire à 700.000 personnes dans le 'couloir de la sécheresse' au Guatemala, El Salvador, Honduras, et Nicaragua.

Selon une évaluation, plus de 2 millions de personnes sont touchées.

Source : ONU

## **Brésil : 1,4 millions de personnes sont porteuses du virus de la dengue ; espoir grâce à une bactérie introduite chez des moustiques**

*2 octobre 2019*

Au Brésil, plus d'1,4 million de cas de dengue ont été recensés depuis le début de l'année, soit une hausse de 600% par rapport à la même période de 2018.

Cela en raison de fortes chaleurs et d'un niveau de précipitation inhabituel en dehors de la saison des pluies.

La dengue se traduit par de fortes fièvres, des douleurs articulaires et de la fatigue.

Près de 600 personnes en sont mortes au Brésil cette année.

La bonne nouvelle, c'est qu'un laboratoire de Rio de Janeiro mise sur une bactérie introduite chez des moustiques pour tenter d'endiguer l'expansion du virus.

Une fois arrivés à l'âge adulte, ils sont lâchés dans la nature dans l'espoir qu'ils se reproduisent en transmettent cette bactérie.

Ces lâchers de moustiques ont lieu régulièrement depuis 2015 à Niteroi, ville densément peuplée et voisine de Rio.

Et les résultats sont prometteurs, montrant une "réduction significative" des cas de dengue et de chikungunya dans les quartiers ciblés.

Mais il faudrait prendre des mesures supplémentaires, notamment supprimer la présence d'eau stagnante, qui permet aux moustiques de se reproduire.

Source : AFP

## **Brésil : après les incendies, le président réaffirme la souveraineté du Brésil sur la forêt amazonienne**

*25 septembre 2019*

Le Brésil abrite les 2/3 de la forêt amazonienne.

Selon Human Rights Watch, la déforestation est alimentée par la violence des mafias et l'impunité. Depuis l'entrée en fonction de Bolsonaro en janvier dernier, la déforestation a presque doublé par rapport à l'année dernière.

La gestion des incendies de la forêt par le président brésilien Jair Bolsonaro est très décriée. Ses détracteurs lui reprochent de prioriser les intérêts économiques sur les préoccupations écologiques.

A la tribune de l'ONU, il a affirmé qu'il était « faux » de dire que l'Amazonie faisait partie du patrimoine de l'humanité.

Il a évoqué les mensonges des médias : « L'Amazonie n'est aujourd'hui pas détruite par les flammes, comme les médias voudraient le faire croire. »

Tous les jours, une superficie équivalente à 110 terrains de football est brûlée pour laisser place à l'élevage de bovins et à la culture du soja.

Concernant la proposition du président français Emmanuel Macron de créer un statut international pour protéger l'Amazonie, Jair Bolsanoro a déclaré que c'était « absurde ».

Source : RFI

## **Colombie : après avoir fourni de fausses preuves, le chef du renseignement militaire démissionne**

*1<sup>er</sup> octobre 2019*

Après avoir donné de fausses informations sur la présence d'une guérilla au Venezuela, présentées à l'ONU par le président Ivan Duque, le chef des services du renseignement militaire en Colombie a présenté sa démission. Mis en cause, le gouvernement vénézuélien de Nicolas Maduro avait vivement réagi.

Cette affaire a fait des remous à l'ONU. Le président colombien avait soutenu qu'un dossier remis au secrétaire général de l'ONU contenait des « preuves indéniables » que le Venezuela soutenait les guérilleros de l'ELN.

Le chef du renseignement démissionne, mais officiellement Bogota ne reconnaît pas d'erreur. Le président Ivan Duque a expliqué que ces clichés n'étaient que des photos de contexte. Pour le gouvernement colombien, cette affaire ne change rien au fond du dossier, à savoir que le Venezuela serait devenu un sanctuaire pour la rébellion colombienne.

Source : RFI

## **Amérique du Sud : cinq tonnes de cocaïne saisies à bord d'un sous-marin**

*26 septembre 2019*

Les garde-côtes américains et la marine colombienne ont découvert 5,4 tonnes de cocaïne dans un sous-marin au large de l'Amérique du Sud dans le Pacifique. Il y en a pour plus de 165 millions de dollars.

Après les avions et les bateaux rapides, les cartels de la drogue sud-américains, notamment colombiens, utilisent des sous-marins pour transporter la drogue vers le Mexique puis les États-Unis. En juillet, les garde-côtes américains avaient annoncé la saisie de 13 tonnes de cocaïne lors de plusieurs opérations au large de l'Amérique latine.

Source : RTL

## **Hausse de la production de cocaïne en Colombie en 2018**

*7 août 2019*

La Colombie est le premier producteur mondial de cocaïne. Selon un rapport de l'ONU, la production a de nouveau augmenté en 2018. C'est un coup dur pour le président Ivan Duque qui a fait lutte contre les trafiquants de drogue l'une de ses priorités, avec le soutien des USA.

Autre phénomène, le prix de la cocaïne a augmenté l'an dernier. En même temps, les saisies dans le pays ont diminué légèrement. C'est une mauvaise passe pour le président colombien Ivan Duque.

Sous la pression des Américains il cherche à reprendre les arrosages aériens de glyphosate, un désherbant qui détruit les plantations. Une méthode suspendue depuis 2015 par l'ancien chef de l'État en raison des dégâts sur la santé humaine et l'environnement. Les trafiquants colombiens écoulent la majeure partie de leur production en Amérique du Nord.

Source : RFI

## **En Colombie, des milliers de migrants vénézuéliens aux prises avec les groupes armés**

*9 août 2019*

Des milliers de Vénézuéliens ont fui leur pays pour la Colombie mais se retrouvent en plein milieu de conflits au nord-ouest de la Colombie, où des groupes armés se disputent le territoire. Au total, 25.000 Vénézuéliens se trouvent dans la zone située dans le département colombien du Norte de Santander.

C'est devenu le 2<sup>e</sup> plus important en surface de plantation de feuilles de coca. Cette zone est donc en proie à des violences entre l'Armée de libération nationale (ELN), dernière guérilla du pays, et un gang de narcotrafiquants.

Quelque 3,3 millions de personnes ont fui depuis début 2016 la crise au Venezuela. La Colombie, qui compte 1,4 million de Vénézuéliens, est le pays de la région qui héberge le plus grand nombre de migrants Vénézuéliens.

Source : AFP

## **Argentine : alors que la crise économique est terrible, des milliers de partisans du président Macri**

*29 septembre 2019*

En Argentine, à un mois des élections générales, des milliers de partisans du président de centre droit Mauricio Macri étaient réunis pour le soutenir. Alors que l'Argentine traverse une grave crise économique, Macri est en très mauvaise position pour la présidentielle du 27 octobre. Malgré tout, certains partisans continuent de croire à une possible victoire.

Beaucoup d'Argentins le tiennent responsable de la grave crise économique qui frappe le pays depuis l'an dernier.

La situation de l'économie est alarmante : inflation, un tiers de la population sous le seuil de pauvreté, le chômage en forte augmentation, une dette colossale.

Dans le sud, on voit des écoles fermées, hôpitaux au ralenti, fonctionnaires en grève. Enseignants, médecins, magistrats, fonctionnaires, retraités, policiers... ne sont désormais plus payés en temps et en heure. Le gouvernement a demandé un prêt de 57 milliards de dollars auprès du FMI pour tenter de remettre l'économie à flots.

Sources : RFI, AFP

## **Le Chili est durement frappé par la sécheresse**

*2 octobre 2019*

Le Chili a continué à vivre comme s'il n'était pas touché par la sécheresse suite à la raréfaction des précipitations. Peu de stockage d'eau, pas de réduction de la culture de l'avocat qui nécessite beaucoup d'eau...

Le résultat est terrible, avec des dizaines de milliers d'animaux morts, des fermes familiales au bord du gouffre et près de 600.000 personnes approvisionnées en eau par camions citernes. 37.000 agriculteurs familiaux seraient en difficulté dans le centre.



Comme il neige moins, il y a forcément moins de fonte des neiges, alors que la Cordillères des Andes est l'un des principaux réservoirs d'eau du pays.

Les faibles chutes de neige ont obligé les principales stations de ski à utiliser de la neige artificielle bien plus tôt et davantage que les années précédentes.

La sécheresse dure depuis une dizaine d'années. Le président chilien, Sebastian Piñera, conseille de s'y adapter, tout en annonçant un investissement de 5 milliards de dollars pour faire face à la sécheresse.

Source : AFP

## **La Bolivie devrait s'enrichir grâce à l'exploitation de son lithium**

*13 septembre 2019*

Le lithium sert surtout à fabriquer des batteries pour les véhicules électriques et les appareils électroniques. La demande est très forte dans ce domaine, surtout de la part de la Chine.

Le salar andin d'Uyuni est pour le moment très touristique, mais une petite partie de son immensité va être consacrée à l'exploitation de lithium.

C'est l'un des plus grands gisements du monde, et la Bolivie s'apprête à franchir le pas de l'exploitation industrielle.

Elle fait partie du "triangle du lithium", avec le Chili et l'Argentine, deux des plus grands producteurs mondiaux de cet "or blanc" aux côtés de l'Australie et de la Chine.

Les défenseurs de l'environnement mettent en garde toutefois contre les conséquences sur les écosystèmes des salars que représente l'extraction de quantités faramineuses de saumure (eau salée) pour l'obtention de sels de lithium par évaporation.

Source : AFP

## **Venezuela : Maduro semble vainqueur contre Guaidó**

*4 octobre 2019*

### Rappel du contexte

Le Venezuela est visé par des sanctions économiques, surtout des USA, et subit un embargo sur le pétrole.

La pression est forte sur le président Maduro. Mais celui-ci a le soutien russe.

En janvier, le Venezuela a rompu ses relations diplomatiques avec Washington, après que le président américain Donald Trump a reconnu l'opposant Juan Guaidó, qui préside le Parlement, comme président par intérim. Une cinquantaine d'autres pays ont suivi Washington.

Depuis, la crise politique est forte.

Maduro en Russie pendant que le numéro 2 du régime est à Pyongyang

Nicolas Maduro vient de réaliser une visite officielle en Russie où il a été reçu par son homologue russe Vladimir Poutine.

Quant à Diosdado Cabello, le numéro deux du régime, il était à Pyongyang, en Corée du Nord.

Vladimir Poutine a répété son souhait qu'une solution négociée avec tous les partis soit trouvée pour sortir du conflit politique qui secoue le Venezuela depuis plus de neuf mois.

Diosdado Cabello a été reçu par son homologue, le 2<sup>e</sup> du régime nord-coréen. La presse vénézuélienne et américaine s'interroge sur les véritables motifs de ce déplacement.

*El Nuevo Herald*, quotidien en langue espagnole de l'État de la Floride, explique qu'il pourrait s'y être rendu afin de découvrir les techniques employées par la Corée du Nord pour contourner les sanctions américaines.

### Le soutien russe confirmé

La Russie "a investi en gros 4 milliards de dollars dans l'économie du Venezuela", a souligné M. Poutine, notamment dans les secteurs agricole et pharmaceutique.

Quant à la coopération militaire, elle "s'exprime avant tout à travers les engagements de la Russie pour l'entretien de l'équipement acquis par le Venezuela".

La Russie est le deuxième partenaire économique du Venezuela après la Chine, Caracas ayant acquis de l'équipement militaire russe pour des milliards de dollars.

Une partie de la dette vénézuélienne - plus de 6 milliards de dollars - envers Moscou est remboursée en hydrocarbures.

### L'opposant Guaidó est en perte de vitesse

L'image de Juan Guaidó a été sérieusement écornée ces derniers jours après la publication de photos avec des narcotrafiquants colombiens.

D'autre part, la population masque son soutien à Guaidó, par peur des colectivos, ces groupes de civils armés proches du gouvernement.

Elle craint aussi des groupes armés colombiens, comme l'ELN et des dissidents des Farc ayant annoncé leur retour aux armes. L'opposition dit qu'ils sont soutenus par Maduro.

Et la population subit une crise économique sans précédent.

Afin d'écarter définitivement Guaidó, la justice vénézuélienne a ouvert une enquête contre lui pour "haute trahison" pour avoir voulu "livrer" à des multinationales un territoire du Guyana revendiqué par Caracas.

Ce territoire est riche en minerais.

### Les exécutions extrajudiciaires atteignent des nombres vertigineux

Près de 18 000 personnes ont été tuées par la force publique depuis 2016 selon l'ONU.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a voté le 27 septembre la mise en place d'une mission internationale pour faire la lumière sur ces exécutions, ainsi que sur les disparitions forcées, les détentions arbitraires, les tortures et autres abus imputables à la force publique.

## Le Venezuela voit grand pour sa production de pétrole en 2020

En 2020, le pays veut doubler sa production de pétrole. C'est ce qu'a déclaré le ministre vénézuélien du Pétrole lors d'un forum sur l'énergie à Moscou le 3 octobre.

C'est une annonce très ambitieuse pour ce pays, qui, malgré les plus grandes réserves de pétrole brut au monde, voit sa production chuter depuis des mois sur fond de crise.

Selon l'Opep, le Venezuela n'a produit que 650 000 barils par jour au mois de septembre, c'est moitié moins que les 1 500 000 barils que souhaite atteindre le ministre du Pétrole.

« Nous avons un plan », affirme-t-il.

Mais les problèmes structurels relatifs à la production de pétrole sont importants.

Par exemple, dans l'ouest du Venezuela, le lac de Maracaibo, dont les sous-sols regorgent de pétrole, vit "une marée noire permanente" alimentée par des oléoducs et des puits en manque cruel d'entretien. Ici, la pollution est visible partout à cause de fuites gigantesques.

Sources : RFI, AFP

## **Venezuela : 3,2 millions d'enfants ont besoin d'aide humanitaire (UNICEF)**

*20 août 2019*

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé un appel de fonds de plus de 70 millions de dollars pour venir en aide aux enfants vulnérables au Venezuela.

« 3,2 millions d'enfants au Venezuela ont besoin d'une aide humanitaire alors que la situation dans le pays continue de se détériorer », a déclaré la Directrice exécutive de l'UNICEF.

Au Venezuela, au moins 4,3 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable. Des maladies évitables par la vaccination, notamment la rougeole et la diphtérie, ont refait surface, tandis que la fièvre jaune et le paludisme sont en augmentation.

Source : ONU

## **Pérou : la crise politique perdure et plonge le pays dans l'incertitude**

*3 octobre 2019*

Depuis la dissolution du Congrès et la suspension du président Martin Vizcarra, le Pérou est plongé dans l'incertitude. Une situation qui inquiète les habitants de ce pays, ainsi que le secteur privé.

Source : RFI

## **Pérou : manifestations contre les Vénézuéliens, le ton monte avec Maduro**

*30 septembre 2019*

Le ton monte entre le Venezuela et le Pérou. Le gouvernement de Nicolas Maduro a accusé les autorités péruviennes d'avoir encouragé des actes xénophobes contre des migrants vénézuéliens. Une référence à une manifestation anti-vénézuélienne intervenue à la frontière entre le Pérou et le Chili.

Cette passe d'armes intervient alors qu'au moins 850 000 Vénézuéliens se trouvent actuellement au Pérou selon l'ONU. Une présence massive de moins en moins bien perçue par la population du pays.

Selon un récent sondage d'Ipsos, une majorité de Péruviens estime que la délinquance augmente du fait de l'immigration vénézuélienne. Un climat délétère qui a poussé le gouvernement à multiplier les expulsions de Vénézuéliens en situation irrégulière, chaque jour plus nombreux.

Source : RFI

## **Nicaragua : la répression se renforce**

*4 octobre 2019*

### Rappel du contexte

Une vague de manifestations a balayé le pays à partir d'avril 2018.

Ce mouvement de contestation a débuté pour dénoncer une réforme de la sécurité sociale, réforme rapidement supprimée.

Les manifestants ont continué à demander le départ du président Daniel Ortega et de sa femme, également vice-présidente. Se sont ensuivies répression des manifestations, arrestations arbitraires, et atteintes de plus en plus manifestes à la liberté d'expression.

Depuis, les autorités nicaraguayennes appuyées par des groupes paramilitaires ont réprimé à tout va, instillant un sentiment de peur au sein de la population.

La crise politique a fait 328 morts et conduit des centaines de personnes en prison.

Plus de 65 000 personnes auraient quitté le Nicaragua.

### Une veillée pour demander la libération des prisonniers politiques

Malgré la présence de policiers dans les rues adjacentes, des dizaines de personnes ont réclamé jeudi dans la capitale, lors d'une veillée, la libération de plus de 130 opposants au président nicaraguayen Daniel Ortega.

En juin dernier, le gouvernement a libéré, en vertu d'une loi d'amnistie, quelque 500 opposants, arrêtés pour leurs participations aux manifestations anti-gouvernementales.

Mais les arrestations ont repris et certains opposants, qui avaient été extraits de leurs cellules, ont été réincarcérés par la suite.

### Répression contre la presse

La liberté de la presse ne cesse de se détériorer. Vendredi 27 septembre, 3 journaux ont annoncé qu'ils baissaient le rideau à cause des pressions exercées par le gouvernement Ortega contre les médias.

Plus de papier, plus d'encre, plus de bobines pour les rotatives. Depuis un an, les douanes nicaraguayennes bloquent dans leurs entrepôts la quasi-totalité des importations de matières premières nécessaires à l'impression des journaux.

### Le régime d'Ortega poursuit les exécutions extrajudiciaires

Le président Daniel Ortega aurait décidé d'accentuer encore plus la répression, selon un rapport présenté vendredi 13 septembre par la Commission nicaraguayenne des droits de l'homme. Loin de la capitale, il se livre à une purge : la Commission fait état d'exécutions extrajudiciaires dans les zones rurales du nord du pays, loin des caméras.

Ces exécutions viseraient principalement le monde agricole, mais pas seulement. Autre nouvelle tendance dans cet élan répressif : les menaces et les intimidations pour faire fuir du pays les opposants.

Source : RFI

# PROCHE ET MOYEN-ORIENT

## **Irak : heurts meurtriers, au moins 60 morts**

*4 octobre 2019*

Né d'appels sur les réseaux sociaux, le mouvement de contestation est le premier test pour le gouvernement d'Adel Abdel Mahdi en place depuis un an dans un pays sorti en pénurie chronique d'électricité et d'eau potable. Et cela malgré sa richesse pétrolière. Les manifestations dénoncent la corruption, le chômage et la déliquescence des services publics.

Pour le quatrième jour consécutif, les Irakiens ont manifesté à Bagdad et dans plusieurs régions du Sud malgré un couvre-feu décrété jeudi, un blocage d'Internet et un énorme déploiement sécuritaire. Les violences ont fait 45 morts.

Le très influent leader chiite irakien Moqtada Sadr a réclamé vendredi la démission du gouvernement.

Cet appel d'un poids lourd de la politique irakienne risque de mobiliser ses très nombreux partisans qui pourraient se joindre aux manifestations.

De même, le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité chiite du pays, a sommé le pouvoir de répondre rapidement aux demandes des manifestants. "Le gouvernement doit "améliorer les services publics, trouver des emplois, éviter le clientélisme dans le service public et en finir avec les dossiers de corruption".

Source : AFP

## **Iran : les USA renforcent leurs sanctions et leurs forces dans le golfe persique**

*27 septembre 2019*

M. Rohani répète que des discussions irano-américaines ne pouvaient avoir lieu tant que Washington n'aurait pas levé ses sanctions et mis fin à sa campagne "de pression maximale" contre Téhéran.

Depuis mai, l'Iran a commencé à réduire ses engagements pris dans le cadre de l'accord, afin de faire pression sur les Etats européens toujours parties à l'accord pour qu'ils l'aident à contourner les sanctions américaines.

Les USA ont renforcé les sanctions contre l'Iran, lequel a d'autre part dénoncé la présence de "forces étrangères" dans le Golfe Persique, alors que l'Iran est accusé par Washington et Ryad d'être derrière les attaques ayant visé deux installations pétrolières majeures en Arabie saoudite le 14 septembre.

L'Iran nie toute responsabilité dans ces attaques menées par voie aérienne et revendiquées par les rebelles yéménites.

Mais le ministre de la Défense américain a annoncé le déploiement dans le Golfe de nouvelles forces américaines, assurant qu'elles seraient "défensives par nature".

Rappelant la destruction en juin d'un drone américain par les forces iraniennes, après la saisie par l'Iran d'un pétrolier britannique, il a estimé que les attaques du 14 septembre contre deux installations pétrolières en Arabie saoudite "représentaient une escalade spectaculaire de l'agression iranienne".

Source : AFP

## **L'Arabie saoudite préfère une solution pacifique contre l'Iran**

*30 septembre 2019*

L'agence de notation Fitch dégrade la note de l'Arabie saoudite en raison notamment, de la montée des tensions dans la région du Golfe. Des tensions qui risquent d'entraîner un ralentissement économique.

La note de la dette de l'Arabie saoudite passe de A+ à A avec une perspective stable. Certes, la production pétrolière du pays vient d'être rétablie, mais il y a un risque de nouvelles attaques. D'après Fitch, le royaume sunnite reste vulnérable à l'escalade des tensions géopolitiques.

Ce qui préoccupe également Fitch, c'est la persistance des déficits budgétaires de l'Arabie saoudite, ainsi que la baisse des prix du brut. L'effondrement des cours a pesé sur les recettes du royaume en forçant le pays à diversifier son économie. Mais Riyad a encore beaucoup à faire pour combler son déficit budgétaire chronique.

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, a prévenu que les cours du pétrole pourraient atteindre des montants « incroyablement élevés » si la communauté internationale ne fait pas front commun face aux activités de l'Iran.

Il a déclaré être d'accord avec les propos du secrétaire d'État américain Mike Pompeo, selon qui les attaques contre des infrastructures pétrolières saoudiennes le 14 septembre sont des actes de guerre perpétrés par l'Iran.

Londres, Paris et Berlin ont accusé l'Iran d'être responsable de ces attaques. Téhéran a démenti toute implication. Les miliciens yéménites houthis, qui lui sont alliés, ont revendiqué les raids. Mais le prince préfère une sortie de crise pacifique, estimant qu'une guerre entre les deux grands rivaux régionaux provoquerait la chute de l'économie mondiale.

Sources : RFI, Reuters

## **Yémen : les Houthis annoncent la capture de « milliers » de militaires saoudiens**

*30 septembre 2019*

Un porte-parole du mouvement yéménite des Houthis a déclaré à la télévision que des milliers de soldats de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite au Yémen ont été capturés lors d'une opération lancée trois jours auparavant. Ainsi que des centaines de véhicules blindés. Cela n'a pas été confirmée par les autorités saoudiennes.

D'autre part, les Houthis ont libéré quelques jours après 290 prisonniers, ce dont l'ONU s'est félicitée.

Cela en vertu d'un accord négocié sous l'égide de l'ONU en décembre 2018 pour une désescalade au Yémen.

Le conflit au Yémen a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, et entraîné le déplacement de millions d'autres selon diverses organisations humanitaires. L'ONU évoque régulièrement la pire crise humanitaire en cours dans le monde.

Le conflit est largement considéré dans la région comme une guerre par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Les Houthis, qui contrôlent Sanaa et la plupart des grands centres urbains du Yémen, nient être des marionnettes de Téhéran et disent combattre un système corrompu.

Sources : Ouest France, ONU, AFP

## **Attaque contre l'Arabie : Poutine propose à Ryad d'acheter des missiles russes**

*17 septembre 2019*

Le président russe Vladimir Poutine a proposé à l'Arabie saoudite d'acheter un système de missile anti-aérien russe pour défendre son territoire après les attaques qui ont visé ses infrastructures pétrolières.

« Nous sommes prêts à aider l'Arabie saoudite pour qu'elle puisse protéger son territoire. On pourrait le faire de la même manière que l'Iran a déjà fait en achetant les systèmes de missiles russes S-300 et de la même manière que la Turquie a déjà fait en achetant les systèmes de missiles russes S-400 », a déclaré M. Poutine à Ankara.

La coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a affirmé que les armes utilisées dans cette attaque avaient été fabriquées en Iran.

Elle a été revendiquée par les rebelles Houthis du Yémen.

Mais le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a estimé qu'il n'y avait aucune preuve que cette « attaque sans précédent contre l'approvisionnement énergétique mondial » soit venue du Yémen. Et Washington accuse l'Iran d'en être à l'origine.

Source : AFP

## **Qatar : les migrants sur les chantiers souffrent tant qu'ils en meurent**

*2 octobre 2019*

Aux Mondiaux d'athlétisme au Qatar, les températures élevées ont entraîné des défaillances en série chez les athlètes. Il faut donc rappeler que des centaines de milliers de travailleurs étrangers sont employés sur les chantiers dans des conditions de travail extrêmes alors que le petit émirat construit actuellement les infrastructures de la Coupe du monde de football 2022.



Au Qatar, la majorité des 2 millions d'habitants sont des travailleurs asiatiques employés notamment sur les chantiers de construction.

Le journal britannique *The Guardian* publie une étude selon laquelle la chaleur tue des centaines de travailleurs étrangers chaque année sur les chantiers de construction au Qatar.

Source : RFI

## **Liban : grand rassemblement à Beyrouth pour dénoncer la crise économique**

*29 septembre 2019*

Répondants à des appels à manifester lancés sur les réseaux sociaux, des centaines de Libanais se sont rassemblés pour crier leur colère contre la classe politique qu'ils accusent de corruption et de dilapidation des fonds publics. Cela intervient dans un contexte de crise économique et financière sans précédent depuis plus de 25 ans.

Les autorités semblent dépassées par l'ampleur de la crise, dont les signaux étaient pourtant perceptibles depuis de longs mois, voire des années. Miné par la corruption, le Liban est également soumis à de fortes pressions de la part des États-Unis, qui renforcent leurs mesures contre le secteur bancaire afin de lutter contre l'argent du terrorisme.

Source : RFI

## **Nasrallah appelle les réfugiés syriens frontaliers du Liban à rentrer au pays**

*20 septembre 2019*

Depuis 2011, le Liban a accueilli 1,5 million de réfugiés syriens et palestiniens en provenance de Syrie ; les réfugiés représentent 30 % de la population du Liban, la plus forte concentration de réfugiés par habitant dans le monde.

Le chef du Hezbollah libanais Hassan Nasrallah a appelé les réfugiés syriens originaires des régions limitrophes du Liban à rentrer chez eux. Il a fait état d'un arrangement conclu avec les autorités à Damas pour faciliter leur retour.

Il a déclaré que des arrangements avaient été conclus avec les autorités syriennes pour organiser le retour des déplacés. Il s'adresse en particulier à 2 groupes de réfugiés, l'un comprenant 100 000 Syriens et l'autre 120 000.

Source : RFI

## **Syrie : les soldats russes installés pour la durée**

*2 octobre 2019*

En Syrie, tant que Bashar al-Assad reste président, les Russes ont un intérêt à rester. Même si son départ est réclamé, les soldats russes semblent s'installer dans la durée, au vu de leurs équipements : salles de sport, saunas, boulangeries, blanchisseries et chapelles orthodoxes.

Moscou est intervenu militairement il y a 4 ans en Syrie, permettant au régime syrien d'enregistrer les victoires face aux insurgés et de reprendre le contrôle de larges parties du territoire.

3.000 militaires russes seraient présents en Syrie, en plus des avions, hélicoptères, navires de guerre et autres sous-marins. Des systèmes de défense antiaérienne dernier cri S-400 assurent leur protection.

D'autre part, la Russie dispose désormais de 2 bases permanentes en Syrie.

Mais la Russie doit désormais faire face à l'épineux problème de la reconstruction, dont le coût est estimé à plus de 400 milliards de dollars par l'ONU.

Si l'ONU a lancé la formation d'un Comité constitutionnel, il est incomplet car manquent les Kurdes en tant qu'entité politique. Ce qui a entraîné ces derniers jours des manifestations kurdes. Autre instabilité, la région d'Idleb, dominée par les rebelles et surtout par des djihadistes. La guerre est loin d'y être gagnée par le régime syrien et son allié russe.

Source : AFP

## **Syrie : des Kurdes manifestent contre leur "exclusion" du Comité constitutionnel**

*2 octobre 2019*

Des centaines de personnes se sont rassemblées mercredi à Qamichli, ville dominée par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie en guerre, pour dénoncer une "exclusion" de cette minorité du Comité constitutionnel récemment créé par les Nations unies.

Le comité, dont la création a été annoncée le 23 septembre par l'ONU, comprend 150 membres : 50 nommés par le gouvernement de Damas, 50 par l'opposition et 50 membres issus de la société civile et choisis par les Nations unies. Pour les Occidentaux, l'objectif doit être de parvenir à l'organisation de nouvelles élections en Syrie, qui intègre les millions de réfugiés.

Des personnalités kurdes sont présentes sur les listes de l'opposition et de la société civile. Mais l'administration semi-autonome kurde, qui contrôle près de 30% du pays, avec des territoires dans le nord et le nord-est, a qualifié "d'injuste" son "exclusion" en tant qu'entité politique.

D'autant plus que les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui est une alliance de combattants kurdes et arabes, a joué un rôle majeur dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Le régime syrien s'élève contre l'autonomie kurde, et la Turquie est très hostile aux Kurdes, qu'elle considère comme terroristes.

Cette pression commune a eu raison de la présence kurde en tant qu'entité politique au sein du Comité constitutionnel.

Source : AFP

## **Syrie : les orphelins de l'EI peu pris en charge dans les camps**

*2 octobre 2019*

Les autorités semi-autonomes kurdes, qui gèrent plusieurs camps de déplacés, croulent sous la charge des petits orphelins et réclament un appui financier de la communauté internationale. Selon les statistiques officielles des autorités kurdes, les camps accueillent quelque 12.000 étrangers, 8.000 enfants et 4.000 femmes.

Les responsables kurdes avertissent régulièrement que ces enfants pourraient être "des bombes à retardement" et "devenir des futurs terroristes" s'ils ne sont pas rapidement rapatriés pour être pris en charge psychologiquement par leur pays d'origine. Les Occidentaux avancent avec beaucoup de réticences sur ce dossier.

Source : AFP

## **Trump menace de libérer les jihadistes détenus en Syrie aux frontières de l'Europe**

*20 septembre 2019*

Le président américain Donald Trump a menacé de libérer aux frontières de l'Europe les jihadistes détenus par les alliés des Etats-Unis en Syrie si la France, l'Allemagne et d'autres pays européens ne rapatriaient pas leurs ressortissants.

"Nous avons des milliers de prisonniers de guerre, des combattants de l'EI".

Source : AFP

## **Les Syriens se heurtent au mur turc**

*29 septembre 2019*

Un mur en béton sépare Syrie et Turquie. Le passage est très difficile pour les Syriens. Au nord-ouest syrien, plus de 400.000 personnes ont été déplacées par la dernière vague de bombardements du régime syrien et de son allié russe contre Idleb et des secteurs adjacents dans les provinces voisines de Hama, d'Alep et de Lattaquié.

Ces secteurs, où vivent quelque trois millions de personnes, sont dominés par les jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda). Les bombardements ont tué près d'un millier de civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Avec plus de 3,6 millions de réfugiés, la Turquie accueille plus de Syriens déplacés par le conflit qu'aucun autre pays au monde, et elle craint un nouvel afflux.

Ces derniers mois, les autorités turques ont été accusées par des ONG d'avoir renvoyé de force des centaines de réfugiés vers la Syrie, mais Ankara évoque des retours volontaires.

Source : AFP

## **La guerre se poursuit dans le nord-ouest syrien, à Idleb ; situation humanitaire catastrophique**

*19 septembre 2019*

La Russie et la Chine ont mis leur veto à une résolution de l'Allemagne, la Belgique et du Koweït imposant un cessez-le-feu à Idleb en Syrie, illustrant à nouveau la profonde division du Conseil de sécurité de l'ONU sur ce dossier.

Si le régime syrien et son allié russe combattent les djihadistes dans le nord-ouest de la Syrie, ils sont aussi accusés de bombarder des hôpitaux et des écoles.

La situation humanitaire se dégrade dans la province d'Idleb où vivent quelque 3 millions de personnes dont 1 million d'enfants.

Si les raids aériens ont conduit au déplacement de près d'un demi-million de civils et tué plus de 960 civils en 4 mois, de l'autre côté les combattants djihadistes ont tué et mutilé des dizaines de civils dans les campagnes d'Alep et de Hama.

Sources : AFP, ONU

## **Syrie : la guérilla se poursuit entre l'armée syrienne et le groupe État islamique**

*19 septembre 2019*

Le régime Assad a reconquis environ 60% du territoire syrien avec l'appui militaire de Moscou, de l'Iran et du Hezbollah libanais. Outre le secteur d'Idleb (nord-ouest), les vastes régions aux mains des forces kurdes lui échappent dans l'est du pays.

Par ailleurs, l'organisation jihadiste EI est présente dans de vastes régions désertiques du centre et de l'est de la Syrie, à la frontière avec l'Irak, où elle a transformé en caches et en abris de nombreuses grottes naturelles dans cette zone.

Cette guerre très peu médiatisée a déjà fait des centaines de morts dans les deux camps depuis mars dernier.

Les troupes gouvernementales et leur allié russe ne sont pas parvenus à pacifier le désert de la Badia, où se cachent des milliers de jihadistes bien armés.

Sources : RFI, AFP

## **Réouverture d'un poste-frontière entre l'Irak et la Syrie ; Israël et les USA furieux en raison de la forte présence iranienne**

*29 septembre 2019*

Un poste-frontière crucial pour le commerce entre l'Irak et la Syrie a rouvert lundi, après une fermeture de 5 ans. Ce terminal était aux mains du groupe État islamique.

Ce point de passage permettra le transit des marchandises entre les deux pays, mais aidera aussi l'Iran, soumis à de fortes sanctions américaines, à écouler ses produits plus facilement.

Si ce poste-frontière est officiellement placé sous l'autorité des gouvernements des deux pays, en réalité, il se situe au cœur d'une zone d'influence iranienne.  
La frontière est contrôlée côté irakien par des milices chiites proches de Téhéran.

Côté syrien, les Gardiens de la révolution iranienne et le Hezbollah libanais ont transformé la région de Boukamal en importante base militaire. Les États-Unis et Israël ont donc tenté d'en empêcher la réouverture.

Des avions ont mené des raids meurtriers contre les positions des Gardiens iraniens et de leurs alliés en août et en septembre.  
Malgré cela, l'Iran a atteint son objectif en rétablissant une continuité géographique sous son contrôle, entre Téhéran et la Méditerranée.

Source : RFI

## **Syrie : l'armée envoie du renfort près de la ligne de démarcation avec le Golan**

*21 septembre 2019*

Je rappelle au préalable que Iran et Israël sont ennemis.  
L'armée syrienne a acheminé d'importants renforts près de la ligne de démarcation avec la partie du Golan occupée par Israël. Cela intervient dans un contexte de fortes tensions avec Israël.

Israël a intensifié ses activités aériennes ces derniers temps au-dessus de la Syrie.  
Les positions tenues par les Gardiens de la révolution iranienne et leurs alliés libanais et irakiens sont la cible de raids aériens en Syrie, près de la frontière avec l'Irak.

Cette région a été visée à plusieurs reprises ces dernières semaines, probablement par des appareils israéliens. Le but de ces raids est d'empêcher la réouverture officielle de la frontière syro-irakienne et de rétablir, par la même occasion, un corridor terrestre allant de l'Iran à la Méditerranée, en passant par l'Irak, la Syrie et le Liban.

Source : RFI

## **Israël : hausse de la violence et protestations au sein de la communauté arabe**

*4 octobre 2019*

Les députés de la nouvelle Knesset, le Parlement israélien, ont fait leur rentrée, jeudi, un peu plus de deux semaines après les dernières élections législatives. Lors de la séance inaugurale, le président israélien a appelé à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, alors que les négociations en vue de la formation d'un gouvernement piétinent.

Les députés arabes, eux, n'étaient pas présents pour cette rentrée parlementaire. Un boycott pour protester contre une vague de violences au sein de la communauté arabe.  
L'an dernier, près de 60% des personnes tuées par balle étaient arabes, selon les chiffres de la police. Une violence essentiellement intracommunautaire.

Les autorités sont accusées d'ignorer le phénomène et de ne pas saisir les armes au sein de la communauté arabe.

Pour la police, ce sont plus de 3 500 armes, munitions et grenades qui ont été saisies au cours de l'année.

Elle souligne également avoir ouvert huit commissariats de plus dans les localités arabes et assure travailler de concert avec les représentants de la communauté pour endiguer cette violence.

Source : RFI

## **Palestine : Abbas menace à l'ONU de rompre tous les accords conclus avec Israël**

*2 octobre 2019*

Le président palestinien Abbas a menacé à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU de rompre tous les accords conclus avec Israël si le prochain gouvernement israélien tentait de mettre en application une annexion de la Cisjordanie, comme promis par Benjamin Netanyahu.

Pour l'heure, suite aux élections en Israël, aucun gouvernement n'est formé, car les pourparlers entre les deux rivaux, arrivés presque à égalité dans les urnes, Gantz et Netanyahu, sont au point mort.

Le président Reuven Rivlin a confié au Premier ministre sortant, Netanyahu, le mandat de tenter de former un gouvernement d'union dans un délai de 28 jours.

Mais des responsables des partis de MM. Netanyahu et Gantz ne sont pas parvenus à s'entendre sur une formule de partage du pouvoir dans un gouvernement d'union.

S'il échoue, M. Netanyahu devra redonner son "mandat" au président qui pourrait alors confier la tâche à Benny Gantz.

D'autre part, M. Netanyahu est englué dans des problèmes judiciaires : la justice le soupçonne d'abus de confiance, de corruption et de malversation dans trois affaires différentes.

Source : AFP

## **Le président français critique les graves manquements à l'Etat de droit en Turquie**

*3 octobre 2019*

« Un coq qui chante les pieds dans la boue » : c'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères turc a qualifié Macron. Une attaque qui marque une nouvelle étape dans la dégradation des relations entre la Turquie, la France et l'UE.

Entre Paris et Ankara, les relations se tendent de plus en plus depuis la tentative de coup d'État contre le gouvernement d'Erdogan en 2016. Dernier fait marquant de ce lent divorce, la mise en cause par Emmanuel Macron du recul de l'État de droit en Turquie.

Le Président de la République a mis en garde ses pairs concernant la Turquie, un pays « où l'État de droit recule, où les procédures judiciaires ouvertes contre les défenseurs des droits de l'Homme, des journalistes, des universitaires doivent faire l'objet de toute notre vigilance. »

Un discours qui n'a pas du tout plu à Ankara, qui s'est empressé de mettre le gouvernement d'Emmanuel Macron face à ces contradictions : les violences policières face aux Gilets jaunes, le scandale Benalla, la pression des services de renseignements sur les journalistes qui enquêtent sur les ventes d'armes au Yémen...

Depuis la tentative de renversement du gouvernement d'Erdogan en juillet 2016, des milliers de journalistes, militaires et autres membres de la société civile ont été arrêtés sur la base de possibles liens à cette tentative. Depuis, les démocraties occidentales, en particulier européennes, accusent ce gouvernement de basculer dans une dérive autoritaire.

Source : Sputniknews.com

## **Chypre dénonce les nouvelles tentatives de forage d'Ankara comme "une grave escalade"**

*3 octobre 2019*

### Rappel du contexte

L'île de Chypre est située au sud de la Turquie. Or, de gigantesques gisements gaziers ont été découverts ces dernières années en Méditerranée orientale. Cela aiguise l'appétit de Chypre, qui rêve de devenir à terme un acteur énergétique majeur.

Mais Chypre est divisée en deux depuis l'invasion du tiers nord de l'île par l'armée turque en 1974 après un coup d'État visant à rattacher l'île à la Grèce. La République de Chypre, membre de l'Union européenne, n'exerce son autorité que sur les 2/3 sud de l'île.

Au nord se trouve l'autoproclamée République turque de Chypre du Nord (RTCN), parrainée par Ankara et non reconnue par la communauté internationale. La Turquie s'oppose à toute exploration et exploitation des ressources gazières chypriote qui exclurait le tiers nord de l'île.

### Chypre dénonce "une grave escalade" de la Turquie

La République de Chypre a accusé vendredi la Turquie de passer outre les appels de l'UE en envoyant un nouveau navire de forage dans les eaux territoriales de l'île, dénonçant "une grave escalade".

Ces derniers mois, Ankara a envoyé trois navires de forage au large de Chypre malgré des avertissements de Washington et l'UE, qui a adopté à la mi-juillet une série de mesures politiques et financières visant à sanctionner la poursuite de ces forages.

Sources : AFP, RFI

# RELATIONS INTERNATIONALES

## Etats-Unis / Chine : Washington n'a plus la prééminence militaire dans le Pacifique

19 août 2019

Les Etats-Unis n'ont plus la prééminence militaire dans le Pacifique et pourraient avoir de plus en plus de difficultés à défendre leurs alliés contre la Chine, dont l'influence est de plus en plus forte dans la zone, estime un centre de réflexion australien reconnu dans un rapport cinglant.

Le Centre des études sur les Etats-Unis de l'Université de Sydney décrit l'armée américaine comme une "force en train de s'atrophier" dont les capacités sont "dangereusement dépassées" et "mal préparée" pour une confrontation avec la Chine.

Si elle est correcte, cette évaluation a de lourdes implications pour de nombreux alliés des Etats-Unis, qu'il s'agisse de l'Australie, de Taïwan ou encore du Japon.

"La Chine, en revanche, est de plus en plus capable de défier l'ordre régional par la force du fait de ses investissements de grande ampleur dans les systèmes militaires avancés", indiquent-ils.

Sous la présidence de Xi Jinping, le budget officiel de la défense en Chine a progressé de près de 75% à 178 milliards de dollars. Un chiffre qui serait en dessous de la réalité.

Pékin a notamment investi dans des systèmes de missiles balistique de précision et dans des systèmes de contre-intervention.

A en croire cette étude, "presque toutes les bases américaines, alliées, les pistes d'atterrissage, les ports, les installations militaires du Pacifique Ouest" manquent d'infrastructures renforcées et sont menacées.

Ces faiblesses font que la Chine pourrait s'emparer de territoires taiwanais, d'îles administrées par le Japon ou de zones de mer de Chine méridionale avant que les forces américaines n'aient le temps d'intervenir.

Source : AFP

## La Chine dévoile ses nouvelles armes impressionnantes

1<sup>er</sup> octobre 2019

Missiles destructeurs, bombardiers, drones ultra-rapides ou furtifs : la Chine a dévoilé mardi, pour les 70 ans du régime communiste, de nouveaux armements visant à combler son retard technologique sur les Etats-Unis. Le défilé militaire de ce 1<sup>er</sup> octobre a illustré la modernisation de l'armée voulue par le président Xi Jinping.

Pékin a notamment présenté un immense missile balistique intercontinental d'une grande portée (14.000 km), qui aurait le potentiel de toucher tout point des Etats-Unis. Et il peut être chargé de plusieurs têtes nucléaires.

L'autre "star" du défilé a été le missile DF-17, lequel peut, une fois l'altitude voulue atteinte, relâcher un "planeur hypersonique". Il serait difficile à intercepter.



Le Service de recherche du Congrès américain s'inquiétait d'ailleurs dans un rapport publié mi-septembre que l'Amérique soit à la traîne de la Chine sur ces planeurs hypersoniques.

Source : AFP

## **La Russie sera le premier pays au monde à équiper ses sous-marins de missiles hypersoniques**

*26 septembre 2019*

En 2020, la marine russe compte équiper ses sous-marins nucléaires d'attaque avec un nouveau type de missile hypersonique. Nommé le Zircon, il pourra voler à 10.000 kilomètres par heure et même couler des porte-avions.

Il pourrait devenir l'ennemi juré des porte-avions américains.

Source : Capital.fr

## **Le Canada et les USA veulent réduire leur dépendance aux terres rares de Chine**

*30 septembre 2019*

Les terres rares servent à fabriquer des batteries de véhicules électriques, écrans de smartphones, éoliennes, panneaux solaires, produits militaires... Selon un rapport du British Geological Survey (BGS), un institut britannique d'études géologiques, les terres rares "sont le groupe d'éléments utilisé dans le plus de produits de consommation au monde".

Non seulement la Chine possède les plus importants gisements de terres rares (Vietnam et Brésil en deuxièmes places, Russie en 3<sup>e</sup> place), et les plus faciles à extraire, mais elle est le seul endroit au monde doté de capacités de raffinage.

Cet enjeu des terres rares joue dans la guerre commerciale que se livrent Washington et Pékin, la Chine pouvant menacer d'en bloquer tout approvisionnement aux USA.

Or, le Canada possède bon nombre des terres rares, et est en discussion avec les États-Unis pour réduire la dépendance des deux alliés aux réserves chinoises de terres rares.

Il faut rappeler que le Canada et la Chine sont en froid depuis l'arrestation au Canada début décembre de la dirigeante du géant chinois des télécoms Huawei, Meng Wanzhou, à la demande des États-Unis, qui réclament son extradition.

La Chine a depuis arrêté l'ex-diplomate canadien Michael Kovrig et son compatriote consultant Michael Spavor, qu'elle soupçonne d'espionnage, et suspendu les importations de colza et de viande canadienne.

Source : AFP

## **Guerre commerciale : Trump dit ne pas avoir besoin d'un accord avec Pékin avant l'élection**

*21 septembre 2019*

Pékin et Washington s'imposent depuis 2018 des droits de douane punitifs, qui s'appliquent désormais à plus de 360 milliards d'échanges commerciaux annuels et qui frappent durement les entreprises des deux côtés du Pacifique.

Donald Trump a assuré ne pas avoir besoin d'aboutir à un accord commercial avec la Chine avant l'élection de 2020, insistant sur la bonne santé de l'économie américaine.

Il sait qu'il est très attendu sur ce dossier qui suscite la nervosité des marchés financiers et génère des inquiétudes sur la croissance américaine.

Chine et USA ont multiplié ces derniers jours les signes d'apaisement à l'approche d'une rencontre à haut niveau en octobre.

Washington exige des autorités chinoises qu'elles mettent fin à des pratiques commerciales jugées "déloyales".

Source : AFP

## **L'OMC autorise Washington à sanctionner l'Europe ; l'UE prête à riposter tout en voulant négocier**

*3 octobre 2019*

L'OMC autorise les États-Unis à imposer des sanctions sur 7,5 milliards d'importations européennes. Cela en représailles aux aides accordées par l'UE à Airbus.

Pourtant les États-Unis ont eux aussi été condamnés pour les mêmes raisons, à savoir des subventions à leur avionneur national Boeing.

Dans les six mois l'OMC doit d'ailleurs annoncer le montant des droits de douane que l'UE pourra imposer à son tour en représailles sur les importations américaines. Et cela pourrait coûter cher également aux États-Unis.

L'Union européenne a promis ce jeudi de riposter aux sanctions américaines sur les produits européens, tout en espérant parvenir à un accord à l'amiable avec Washington afin d'éviter une guerre commerciale.

Il ne s'agit pas des premières taxes américaines sur des produits européens : depuis le 1<sup>er</sup> juin, l'acier et l'aluminium sont frappés de droits de douane afin de réduire le déficit commercial américain. En représailles, l'UE a ciblé des produits américains. Après une relative trêve, le risque d'une escalade des sanctions n'est donc désormais pas à exclure.

Donald Trump doit décider d'ici au 13 novembre s'il impose ou non des tarifs douaniers supplémentaires sur les voitures importées depuis l'Union européenne, une menace particulièrement redoutée par Berlin.

Sources : RFI, AFP

## **La Turquie n'est pas sanctionnée pour avoir des missiles russes**

*26 juillet 2019*

Malgré les mises en garde de Donald Trump, le président turc Erdogan avait décidé d'acheter le système de défense antiaérienne S-400 à la Russie.

Le président américain y était fermement opposé car la Turquie fait partie de l'Otan, qui a été créé justement pour contrer la Russie.

Or, les S-400 peuvent être utilisés par la Russie pour "percer" les "capacités de pointe" du chasseur ultrasophistiqué F-35, que les USA devaient vendre à la Turquie.

Alors que des sanctions devaient être prononcées contre la Turquie, Donald Trump préfère ne pas sanctionner cet allié stratégique.

La seule sanction finalement aura été d'annuler la vente des F-35 à la Turquie.

Pourtant, de nombreux membres du Congrès, toutes tendances confondues, se sont activés pour que le président des Etats-Unis fasse preuve de fermeté.

Source : AFP

## **Le L'UE et le Japon concoctent une réponse aux "nouvelles routes de la soie" de Pékin**

*27 septembre 2019*

Il y a un an, UE et Japon avaient signé un accord de libre-échange, le Jefta ; le "plus gros accord commercial climaticide jamais signé", estimaient la Fondation pour la nature et l'Homme (FNH, ex-Fondation Hulot) et l'Institut Veblen.

Récemment, l'UE et le Japon ont signé un accord pour coordonner de nouveaux réseaux de transport ainsi que de nouvelles infrastructures énergétiques et numériques, reliant l'Europe à l'Asie, en réponse au projet pharaonique des "nouvelles routes de la soie" lancé par Pékin.

L'inquiétude monte en effet face à la Chine, depuis le lancement de son vaste projet en 2013 de relier la Chine à l'Asie, l'Europe et l'Afrique, avec des ports, lignes ferroviaires, aéroports et parcs industriels.

L'accord UE-Japon insiste sur l'importance de mettre en œuvre des projets "durables", aussi bien sur le plan environnemental que financier. Les "Nouvelles routes de la soie" sont accusées de polluer les pays traversés, et de pousser les Etats à s'endetter auprès des firmes chinoises sans être capables de rembourser (le fameux "piège de la dette").

Source : AFP

Lire aussi :

<http://infosplanetaires.com/europe/lunion-europeenne-signe-de-nombreux-accords-de-libre-echange-au-mepris-de-la-lutte-contre-la-pollution-liee-au-transport-maritime.html>

## **Sanctions américaines renforcées contre un oligarque russe proche de Poutine**

*30 septembre 2019*

L'administration américaine a renforcé les sanctions visant l'homme d'affaires russe Evguéni Prigojine, un proche de Vladimir Poutine déjà impliqué dans les tentatives d'ingérence dans l'élection présidentielle de 2016. Les Etats-Unis estiment désormais qu'il a également tenté d'intervenir sur les élections de mi-mandat de novembre dernier.

Il est soupçonné d'avoir joué un rôle de premier plan sur les agissements de l'Internet Research Agency, une "ferme à trolls" ("troll farm") russe basée à Saint-Pétersbourg et inculpée par le procureur Mueller pour avoir contribué à semer la discorde aux Etats-Unis lors de la campagne 2016 et pour avoir attaqué sur les réseaux la candidature d'Hillary Clinton.

Les nouvelles sanctions portent notamment sur un yacht et plusieurs jets privés lui appartenant. Six autres Russes, appartenant à l'Internet Research Agency, sont également visés par les sanctions annoncées lundi.

Source : Reuters

## **Un nouvel accord majeur de libre-échange : USA - Japon**

*26 septembre 2019*

Alors qu'il est question de lutter contre la pollution des océans, les Etats-Unis et le Japon pose les jalons d'un nouvel accord commercial centré sur l'agriculture.

Les deux pays devraient diminuer les tarifs douaniers sur de nombreux produits agricoles.

Les voix des agriculteurs américains sont très courtisées par M. Trump en vue de sa réélection en 2020.

Donald Trump a souligné qu'il espère signer "bientôt un accord très complet" avec le Japon.

Source : AFP

# EURASIE

## **Pays-Bas : la banque ABN Amro visée par une enquête pour blanchiment d'argent**

*26 septembre 2019*

La banque ABN Amro est visée aux Pays-Bas par une enquête pour blanchiment d'argent et financement du terrorisme.

La banque a signalé des transactions suspectes trop tard, voire pas du tout, et n'a pas suffisamment surveillé ses clients, dit le parquet.

Source : Reuters

## **Les Pays-Bas sont-ils un narco-État ?**

*18 septembre 2019*

Un homme armé a abattu à Amsterdam un avocat qui défendait un témoin-clé dans un procès contre le criminel le plus recherché des Pays-Bas pour une importante affaire de drogue, certains s'alarmant que les Pays-Bas ne deviennent un "narco-État". Le Premier ministre, Mark Rutte, a qualifié ce meurtre en plein jour dans la capitale néerlandaise de "très alarmant".

M. Wiersum était l'avocat d'un "témoin de la Couronne", le repent Nabil B., dans une vaste affaire impliquant deux hommes originaires du Maroc, qualifiés de criminels les plus recherchés des Pays-Bas.

Des mandats d'arrêt internationaux ont été émis contre eux pour meurtre et trafic de drogue.

L'assassinat de Derk Wiersum mercredi intervient un an après le meurtre du frère de Nabil B. en guise de représailles.

"C'est la confirmation que nous vivons dans un narco-Etat. C'est une attaque violente (...) contre l'état de droit", a déclaré Jan Struijs, le patron du plus important syndicat de police NPB.

"Un avocat liquidé aux Pays-Bas, c'est du jamais vu", s'est alarmé Remco Andringa, journaliste à la télévision publique NOS.

Il existe un grave problème de drogue à Amsterdam, soulignait un rapport commandité par la maire de la capitale publié début septembre.

Le NPB estime que le gouvernement, et la classe politique en général, sous-estiment la criminalité rampante au sein de la société. Le ministre de la Justice et de la Sécurité a rejeté en février 2018 le terme de "narco-Etat" employé à l'encontre des Pays-Bas par le syndicat, dénonçant un manque de moyens humains pour lutter contre la criminalité.

Source : H24Info.ma avec AFP

## **Suède : les groupes armés inquiètent les autorités**

*18 septembre 2019*

Karolin Hakim, une jeune femme de 31 ans, a été assassinée dans des circonstances particulièrement choquantes. Elle a été exécutée le 26 août en pleine rue, en plein jour, alors qu'elle portait son bébé de deux mois dans les bras.

Ce fait divers tragique illustre un phénomène qui inquiète les Suédois : celui des bandes de jeunes, qui règlent leurs différends à coups d'armes à feu et d'explosifs, et qui font grimper le taux d'homicide. « Cette violence est liée à des réseaux qui sont apparus dans nos banlieues, décrypte Amir Rostami, universitaire spécialiste de ces bandes.

C'est sûrement une affaire de gang, ou liée au crime organisé, qui est à l'origine de la mort de Karolina Hakim. L'assassinat de cette jeune médecin, dans un quartier tranquille, a profondément choqué la Suède. D'autant plus que quarante-huit heures après, une autre jeune fille était tuée à Stockholm, également par balles.

Deux drames qui ont poussé le roi de Suède – fait rarissime – à exprimer publiquement son inquiétude. Le gouvernement a invité tous les partis politiques – sauf l'extrême droite – à faire de nouvelles propositions pour mettre fin à cette violence.

Source : RFI

## **Chine et 5G en Italie : Pompeo met en garde Di Maio au sujet de l'espionnage**

*2 octobre 2019*

Le géant chinois de la téléphonie Huawei, que Washington accuse d'espionnage pour le compte de Pékin, s'est dit prêt en juillet à investir 3,1 milliards de dollars d'ici 2021 en Italie, créant ainsi 3.000 emplois.

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a mis en garde mercredi Rome contre le risque que la Chine profite de la technologie mobile 5G "pour renforcer son pouvoir", ce à quoi son homologue italien Luigi Di Maio a répondu que l'Italie était en sécurité.

En mars 2019, Pékin et Rome ont signé un protocole d'accord "non contraignant" scellant l'entrée de l'Italie dans les "nouvelles routes de la soie", malgré les inquiétudes exprimées par Bruxelles et Washington. Elle a été le premier pays du G7 à intégrer ce projet pharaonique d'infrastructures maritimes et terrestres lancé par Pékin en 2013.

Source : AFP

## **Italie : exploitation des ouvriers et mafia**

*13 septembre 2019*

Selon une étude du syndicat Cgil-Flai, quelque 400.000 travailleurs agricoles sont exposés en Italie à un risque de travail irrégulier et d'exploitation, dont plus de 100.000 se trouvent dans une situation de "grave vulnérabilité". S'ils sont en majorité étrangers, des Italiens sont aussi concernés.

Beaucoup vivent dans des bidonvilles en rase campagne, les "ghettos".

Leur extrême vulnérabilité les empêche souvent de dénoncer cette exploitation. Néanmoins, en août 2018, des centaines d'entre eux avaient manifesté à Foggia (Pouilles), après la mort de 16 ouvriers dans un accident de la route.

Source : AFP

## **Grèce : la tragédie de Lesbos repose la question de l'accueil des migrants**

*1<sup>er</sup> octobre 2019*

Les 5 "hotspots" des îles grecques, tout près de la frontière turque, sont prévus pour accueillir 6.300 personnes.

Or, ils accueillent plus de 26.000 migrants.

Sur l'île de Lesbos, le camp de Moria accueille près de 13.000 migrants pour une capacité de 3.000.

L'incendie meurtrier et les émeutes dimanche soir dans ce camp ont relancé la question de l'accueil des migrants en Grèce, qui veut renvoyer 10.000 d'entre eux en Turquie d'ici fin 2020.

Les arrivées s'accroissent sur ces îles égéennes.

La Grèce compte actuellement 70.000 migrants et réfugiés sur son territoire.

Boris Cheshirkov, porte-parole du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) en Grèce, juge "extrêmement urgent" d'"accélérer les transferts vers le continent".

De plus, le HCR estime que des solutions à plus long terme sont nécessaires, notamment pour aider les réfugiés à devenir autonomes et à s'intégrer en Grèce.

La Grèce a reçu la majorité des arrivées dans la région méditerranéenne cette année, soit quelque 45.600 sur 77.400.

En Grèce, beaucoup estiment que la Turquie n'en fait pas assez pour freiner le flux migratoire dans la mer Egée, dont les traversées périlleuses font des centaines de noyades par an.

La crainte d'une arrestation en Turquie pousse les migrants, en particulier les Afghans, à se rendre en Grèce le plus rapidement possible.

Sources : AFP, ONU

## **Dieselgate : Volkswagen face au premier méga-procès de clients en Allemagne**

*30 septembre 2019*

Le groupe automobile est accusé d'avoir délibérément nuire à ses clients en installant à leur insu un logiciel faisant paraître le véhicule moins polluant qu'il ne l'est en réalité. La question principale sera de déterminer si Volkswagen a "causé un préjudice" aux acheteurs de voitures VW, Audi, Seat et Skoda concernées -- et comment le montant du dommage devrait être calculé.

Plus de 450.000 personnes se sont inscrites pour cette requête groupée. "Plusieurs tribunaux régionaux ont tranché contre Volkswagen" en accordant un dédommagement, a rappelé le président du tribunal, Michael Neef, faisant référence aux plus de 60.000 requêtes individuelles qui occupent depuis plusieurs années la justice allemande.

Le scandale remonte à 2015, quand Volkswagen a avoué avoir équipé 11 millions de véhicules de logiciels truqueurs. Il a depuis coûté au groupe plus de 30 milliards d'euros en frais juridiques, amendes et dédommagements, déboursés pour l'essentiel aux Etats-Unis.

Pour l'heure, le constructeur n'a payé en Allemagne que trois amendes d'un total de 2,3 milliards d'euros, mais reste sous la menace d'une cascade de procédures civiles et pénales. Volkswagen tente de tourner la page en misant 30 milliards d'euros sur sa nouvelle gamme électrique.

Source : AFP

## **Sous la pression de la rue, Berlin promet 100 milliards pour le climat**

*20 septembre 2019*

Après des manifestations massives pour lutter contre le réchauffement climatique, la fragile coalition gouvernementale d'Angela Merkel a approuvé une batterie de mesures représentant 100 milliards d'euros d'investissements d'ici 2030.

Le texte doit encore être adopté en conseil des ministres.

L'idée centrale est d'inciter les Allemands à réduire les émissions polluantes, notamment les émissions de gaz à effet de serre dans l'énergie, le bâtiment, l'agriculture, l'industrie et les transports.

L'Allemagne a déjà décidé d'abandonner le charbon d'ici 2038, mais il lui reste à programmer la fermeture de ses mines et centrales. C'est d'autant plus compliqué qu'elle doit parallèlement achever d'ici 2022 sa sortie du nucléaire.

Source : AFP

## **Au Portugal, la crise est un lointain souvenir**

*3 octobre 2019*

La crise de la dette avait obligé le Portugal à demander en 2011 l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international.

En échange d'un plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, la droite alors au pouvoir était tenue d'appliquer une sévère cure d'austérité.

Arrivé au pouvoir en 2015, le socialiste Antonio Costa, grand favori des législatives de dimanche, consolide la reprise. Résultat : la croissance s'est établie à 3,5% en 2017 et 2,4% en 2018, et le déficit devrait être ramené cette année à 0,2%, du jamais vu.

L'économie a bénéficié de la conjoncture européenne et du boom du tourisme.

Source : AFP

## **Méprisés et indispensables, les Roms sont les éboueurs du Kosovo**

*29 septembre 2019*



Roms du Kosovo, les Maksutis survivent en récoltant et triant les ordures.  
Comme ailleurs dans les Balkans, le traitement des ordures reste leur pré carré.  
Leurs enfants les accompagnent souvent, manquant l'école.

L'Unicef estime que 17% des petits Roms du Kosovo travaillent, 60% vivent dans une pauvreté absolue, tandis que 27% des filles et 12% des garçons ne terminent pas le cycle primaire d'éducation.

Dans son dernier rapport, l'Agence gouvernementale de protection de l'environnement affirme que le système de gestion des ordures "n'est pas tenable d'un point de vue environnemental".  
Le système actuel ne permet de récolter que 60% des déchets, tandis que l'incinération ou la dépose sauvage du reste met en péril "la santé humaine, l'eau, le sol et la biodiversité".

Quant aux éboueurs roms et à leurs enfants, ils sont exposés à "un danger sanitaire majeur", selon le rapport.

Mais "les Roms n'ont d'autre choix que de souffrir pour survivre, en fouillant les conteneurs d'ordures", dit Albert Kinolli, un des quatre députés représentant cette minorité.

Source : AFP

## **Ukraine : selon Paris, les conditions sont « réunies » pour un sommet**

*2 octobre 2019*

Dans le conflit Russo-Ukrainien, un sommet devrait être organisé à Paris selon le ministère des Affaires étrangères.

S'il a lieu, ce sera le premier sommet de la sorte en trois ans ; il devrait réunir l'Ukraine, la Russie, et les deux médiateurs : la France et l'Allemagne.

C'est un accord signé mardi dernier qui permet aujourd'hui d'espérer une avancée politique significative sur un conflit qui dure depuis 5 ans. À Minsk, les négociateurs ukrainiens ont accepté de signer un plan proposé par Berlin.

Le texte prévoit l'application d'un statut spécial provisoire aux régions sécessionnistes à l'est de l'Ukraine. Des élections locales devraient ensuite y être organisées afin de laisser la population choisir entre un homme proche de Moscou ou plutôt de Kiev. À Kiev des centaines de personnes ont manifesté mardi contre cet accord, rassemblées sous le slogan « non à la capitulation ».

Le nouveau président ukrainien, Volodimir Zelensky a cependant rappelé que la tenue d'élections en Ukraine orientale était de toute façon soumise à l'évacuation des forces russes et à la restitution du contrôle de la frontière aux forces gouvernementales.

Source : RFI

## **Russie : 20.000 manifestants pour la libération des "prisonniers politiques"**

*29 septembre 2019*

Près de 20.000 personnes ont manifesté dimanche à Moscou à l'appel de l'opposition pour dénoncer les poursuites judiciaires visant plusieurs participants au mouvement de contestation électorale qui a secoué la capitale russe cet été.

Organisé par le Parti libertarien et soutenu par l'opposant Alexeï Navalny, le rassemblement a été autorisé par les autorités. De mi-juillet à fin août, des manifestations quasi hebdomadaires avaient eu lieu à Moscou après l'interdiction faite à de nombreux candidats d'opposition de se présenter aux élections locales de septembre.

D'autre part, début août, la justice a ouvert une enquête pour "blanchiment" d'argent contre l'organisation de l'opposant Alexeï Navalny, qui a publié ces dernières années des enquêtes retentissantes dénonçant l'enrichissement de hauts fonctionnaires russes.

Source : AFP

## **Russie : une centrale nucléaire flottante pour l'extrême-nord**

*14 septembre 2019*

La première centrale nucléaire flottante de Russie est arrivée à destination finale, dans la région de la Tchoukotka, sur le détroit de Bering. Elle devrait être opérationnelle à la fin de l'année.

Elle doit remplacer une centrale nucléaire vieillissante et une centrale thermique à charbon qui approvisionnent actuellement en électricité plus de 50.000 habitants de cette région de l'Extrême-Orient russe.

Cela permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et contrer ainsi le réchauffement climatique.

Plusieurs organisations environnementales, dont Greenpeace, s'inquiètent de la fiabilité et de la sécurité des centrales flottantes.

Source : Reuters

# PLANETE GLOBALE

## **Les navires sont les principaux responsables de la pollution des océans**

*30 septembre 2019*

Alors que l'on parle de sauver les océans en arrêtant les sacs en plastique, les pailles et les emballages à usage unique, une étude a découvert que la plus grande pollution marine provient de navires, la plupart du temps asiatiques. Surtout du plastique, dont de nombreuses bouteilles, et des énormes amas de filets créés par les pêcheurs.

Source : AFP

## **Les conteneurs perdus en mer, véritables dangers pour l'homme et l'environnement**

*28 juillet 2019*

Chaque année, plusieurs centaines de conteneurs tombent en mer. Ces gigantesques caisses déversent alors leur cargaison dans les eaux et sur les plages avec tous les dangers que cela comporte pour les êtres humains autant que pour les écosystèmes.

C'est une enquête de France Télévisions qui fait resurgir le sujet. Le problème est important, mais il est impossible de le chiffrer. Certains organismes évoquent 1 000 conteneurs tombés par an, d'autres tablent plutôt sur les 1 500.

Source : RFI

## **Sauver les océans pour sauver l'Humanité : le constat glaçant du Giec**

*25 septembre 2019*

Le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) demande aux Etats, qui semblent peu motivés, de réduire leurs gaz à effet de serre (GES), afin de sauver les océans. L'augmentation des GES fait fondre les glaciers, hausse le niveau des océans, les acidifie et les réchauffe, selon le Giec.

Source : AFP

## **De Madagascar au Québec, ils ont nettoyé la planète**

*22 septembre 2019*

Des milliers de bénévoles se sont lancés samedi 21 septembre dans une chasse aux déchets dans 163 pays pour la journée mondiale du nettoyage de la planète, au lendemain d'une manifestation pour le climat qui a réuni plus de quatre millions de jeunes dans le monde selon les organisateurs.

Source : RFI

## **Engagements éthiques dans l'industrie minière : réel tournant ou poudre aux yeux ?**

*22 septembre 2019*

L'industrie minière, accusée d'être l'une des plus polluantes et dangereuses au monde, dit vouloir adopter des pratiques plus éthiques, mais les associations de défense de l'environnement et des droits humains dénoncent des paroles vaines.

Minéraux et terres rares comme le cuivre, le lithium ou le nickel sont essentiels dans la fabrication des voitures électriques ou de panneaux solaires et leur demande ne cesse de grimper.

Ils sont exploités dans des pays parfois peu soucieux du respect des droits humains ou environnementaux.

L'industrie des terres rares est aussi pointée du doigt.

Source : AFP

## **Les scientifiques alertent sur la mortalité des oiseaux**

*20 septembre 2019*

Un article de *Science* revient sur la disparition de 3,2 milliards d'oiseaux depuis 50 ans en Amérique du Nord.

La population d'oiseaux d'Amérique du Nord s'est effondrée d'un quart depuis 1970.

Les causes sont déjà connues : extension des terres agricoles, utilisation de pesticides et d'insecticides qui affectent l'habitat et la source alimentaire des oiseaux. Ce constat n'est malheureusement pas propre à l'Amérique du Nord. Cette même tendance est observée ailleurs, notamment en France.

Source : RFI

## **2015-2019 devrait être la période la plus chaude enregistrée depuis 1850**

*22 septembre 2019*

Les cinq années 2015 à 2019 devraient constituer la période la plus chaude jamais enregistrée. La température moyenne pour la période 2015-2019 devrait être plus élevée de 1,1°C par rapport à la période 1850-1900, indique le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Les pôles se réchauffent plus vite, et les zones côtières sont plus rapidement menacées.

Le rapport dresse un bilan sévère de l'inaction des Etats pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

La montée du niveau des océans s'accélère à cause de la fonte accélérée des calottes glaciaires aux pôles Nord et Sud.

Et les émissions dues au charbon, au pétrole et au gaz poursuivent leur croissance.

Source : AFP

## **Climat : départ de la plus grande expédition scientifique dans l'Arctique**

*20 septembre 2019*

La plus grande expédition scientifique jamais réalisée dans l'Arctique entame une mission internationale d'un an pour étudier les conséquences du changement climatique.

Au total, quelque 600 experts et scientifiques prévoient de se relayer.

Les experts étudieront l'atmosphère, l'océan, la mer de glaces et l'écosystème afin de voir comment le changement climatique affecte la région et le monde entier.

Le bateau va se laisser prendre dans les glaces puis dériver avec elles selon la dérive polaire, ce courant océanique qui s'écoule d'est en ouest dans l'océan Arctique.

Source : AFP

## **Climat : le coût de l'inaction se chiffre en milliards de dollars**

*19 septembre 2019*

Ne pas agir pour sauver le climat, cela a un coût, selon un rapport publié par la Croix-Rouge et le Croissant Rouge. Si rien n'est fait, d'ici à 2030, il faudra au moins 20 milliards de dollars par an pour financer l'aide humanitaire destinée aux personnes touchées par les conséquences du changement climatique.

Tempêtes, cyclones, canicules, sécheresses, incendies ou encore inondations. Le réchauffement climatique a des conséquences désastreuses et surtout pour les populations vulnérables. Le nombre de personnes touchées pourrait augmenter de façon vertigineuse d'ici à 2050.

Aujourd'hui, 108 millions de personnes ont besoin de l'assistance du système humanitaire international. Dans une trentaine d'années, 200 millions de personnes pourraient avoir besoin de cette aide humanitaire.

Source : ONU

## **Eau potable et assainissement : l'ONU appelle à accroître d'urgence les investissements dans les pays pauvres**

*28 août 2019*

Il faut accroître d'urgence les investissements dans des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement solides, ont déclaré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et ONU-Eau.

« Trop de personnes n'ont pas accès à une source sûre d'eau potable, à des toilettes et à des installations sûres pour se laver les mains, ce qui les expose à des infections mortelles, et ce qui nuit aux progrès en matière de santé publique », a expliqué le Directeur général de l'OMS.

Source : ONU

## **VIH, tuberculose et paludisme : 32 millions de vies sauvées par le Fonds mondial**

*19 septembre 2019*

Les programmes soutenus par le Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ont sauvé 32 millions de vies, selon un rapport publié par le Fonds.

Le Fonds demande davantage de soutien afin d'en finir avec les épidémies d'ici 2030.

Source : ONU

## **Hausse des cas de représailles contre des militants des droits de l'homme (ONU)**

*19 septembre 2019*

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fait état d'une augmentation des actes d'intimidations et des cas de représailles à l'encontre de militants des droits de l'homme ou de membres de la société civile.

Plusieurs Etats visés sont membres du Conseil des droits de l'homme. En 2018, le niveau d'accusations pour des représailles de personnes qui collaborent avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU a été « sans précédent ».

Les pays affectés sont au nombre de 48.

Source : ONU

## **Traite des êtres humains : l'ONU appelle à stopper les trafiquants et aider les victimes à se reconstruire**

*29 juillet 2019*

A l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite des êtres humains, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un double appel pour empêcher les criminels d'exploiter impitoyablement des êtres humains pour de l'argent, et aider les victimes à reconstruire leur vie.

« Environ 72 % des victimes recensées sont des femmes et des filles, et le pourcentage d'enfants a plus que doublé entre 2004 et 2016 », a souligné António Guterres expliquant que « dans la majorité des cas de traite signalés, les victimes sont destinées à l'exploitation sexuelle et au travail forcé.

Aussi les trafiquants et les groupes terroristes s'en prennent aux personnes vulnérables, notamment en situation de pauvreté, dans les pays en conflit ou victimes de discriminations, tels les migrants, qui meurent par milliers en mer, dans le désert, ou dans les centres de détention.

Source : ONU

## **41 pays ont besoin d'une aide extérieure pour couvrir leurs besoins alimentaires (FAO)**

*19 septembre 2019*

41 pays, dont 31 en Afrique, requièrent toujours une aide extérieure afin de couvrir leurs besoins alimentaires, prévient l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les conflits et les mauvaises conditions climatiques - en particulier le manque de précipitations en Afrique - sont les principales causes. Pendant ce temps, les récoltes de céréales devraient être abondantes dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Asie, tandis que de meilleures conditions sécuritaires ont permis d'augmenter la production céréalière en Syrie.

Près de la moitié des pays ayant besoin d'une aide extérieure connaissent des troubles civils ou sont impactés par un conflit, tandis que les autres font face à de graves pressions pesant sur leurs ressources en raison de l'afflux massif de réfugiés issus des pays voisins.

Source : ONU

## **Le nombre de migrants internationaux atteint 272 millions, en hausse dans toutes les régions du monde**

*17 septembre 2019*

Le nombre de migrants internationaux dans le monde a atteint 272 millions en 2019, soit une augmentation de 51 millions par rapport à 2010. Actuellement, les migrants internationaux représentent 3,5% de la population mondiale, contre 2,8% en 2000.

En 2019, à l'échelle régionale, l'Europe accueille le plus grand nombre de migrants internationaux (82 millions), suivie de l'Amérique du Nord (59 millions), de l'Afrique du Nord et de l'Asie occidentale (49 millions).

Source : ONU

## **Plus de 63.000 migrants ont reçu une aide au retour volontaire de l'OIM en 2018**

*19 juillet 2019*

En 2018, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a aidé 63.316 migrants à rentrer chez eux, par le biais de ses programmes de retour volontaire et de réintégration.

Parmi les personnes qui ont choisi de rentrer chez elles, les Iraquiens constituaient le plus important contingent en 2018, suivis de la Guinée, de l'Éthiopie, du Mali.

Source : ONU

## **Plus de la moitié des enfants réfugiés à travers le monde ne sont pas scolarisés (HCR)**

*30 août 2019*

Sur les 7,1 millions d'enfants réfugiés d'âge scolaire, 3,7 millions - soit plus de la moitié - ne vont pas à l'école, a indiqué l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans un rapport.

LE HCR juge urgent d'apporter une éducation aux enfants réfugiés à travers le monde. À la fin 2018, il y avait plus de 25,9 millions de réfugiés dans le monde, dont 20,4 millions relevant de la compétence du HCR.

Source : ONU

## **Douze millions d'enfants risquent de ne jamais aller à l'école, alerte l'UNESCO**

*13 septembre 2019*

Depuis plus de dix ans, le taux de scolarisation des enfants dans le monde n'a guère progressé, a alerté l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Les dernières estimations de l'ISU montrent que 258 millions d'enfants et d'adolescents n'avaient pas accès à l'école en 2018, soit 1/6<sup>e</sup> de la population mondiale de cette tranche d'âge (6-17 ans).

Si des mesures urgentes ne sont pas prises, 12 millions d'enfants n'iront jamais à l'école, prévient l'UNESCO : 1 enfant sur 6 restera non scolarisé en 2030.

Les filles continuent de faire face aux plus gros obstacles à l'accès à l'école, relève la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay.

Bien que les chiffres semblent avoir baissé par rapport à 2017, lorsque 262 millions d'enfants n'avaient pas accès à l'école, cette diminution est due en grande partie au changement de méthode de calcul de ces indicateurs.

Source : ONU

## **Commerce : l'OMC abaisse ses prévisions de croissance pour 2019**

*2 octobre 2019*

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) abaisse fortement ses prévisions de croissance en 2019. En cause : les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine qui augmentent l'incertitude. Autre source d'inquiétude, la perspective d'un Brexit dur. La sortie sans accord du Royaume-Uni du marché commun risque fortement de perturber le commerce en Europe.

Les échanges mondiaux pâtissent principalement de l'augmentation des tarifs douaniers entre Washington et Pékin. Le président américain serait en train de préparer de nouvelles restrictions



sur les investissements en Chine. Donc les entreprises décident d'investir de moins en moins. Cette tension pèse aussi sur l'emploi.

Malgré le ralentissement global, toutes les régions du monde augmentent légèrement leurs exportations, l'Amérique du Nord en tête, suivie de l'Amérique du Sud, l'Europe et l'Asie. Côté importations, l'avancée est perceptible dans les mêmes zones géographiques, sauf l'Amérique du Sud et l'Asie qui enregistrent des baisses.

Source : RFI